

Rapport du troisième trimestre 2004

Je suis heureux de vous présenter le Rapport aux actionnaires de BMO Groupe financier pour le troisième trimestre de 2004.

Tony Comper

Tony Comper
Président et chef de la direction
le 24 août 2004

Assemblée annuelle 2005

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 22 février 2005, à Toronto (Ontario).

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	Variation par rapport au 31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	Variation par rapport au 31 juillet 2003
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 391 \$	2 437 \$	2 363 \$	2 369 \$	2 307 \$	3,7 %	7 191 \$	6 750 \$	6,6 %
Revenu total (bic) a)	2 423	2 476	2 401	2 411	2 334	3,9	7 300	6 860	6,4
Provision pour créances irrécouvrables	(110)	5	15	95	90	(+100)	(90)	360	(+100)
Frais autres que d'intérêts	1 538	1 565	1 561	1 545	1 485	3,6	4 664	4 542	2,7
Revenu net	654	602	532	513	504	29,9	1 788	1 312	36,3
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,24 \$	1,12 \$	1,00 \$	0,97 \$	0,95 \$	0,29 \$	3,36 \$	2,47 \$	0,89 \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,27	1,17	1,03	1,00	0,99	0,28	3,47	2,59	0,88
Dividende déclaré par action	0,40	0,40	0,35	0,35	0,33	0,07	1,15	0,99	0,16
Valeur comptable d'une action	24,31	23,82	22,87	22,09	21,92	2,39	24,31	21,92	2,39
Cours de clôture d'une action	55,40	51,90	57,79	49,33	44,65	10,75	55,40	44,65	10,75
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	27,8	26,1	29,0	24,6	22,2	5,6	27,8	22,2	5,6

Au

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	Variation par rapport au 31 juillet 2003
Points saillants du bilan						
Actif	261 944 \$	273 056 \$	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$	1,7 %
Solde net des prêts et acceptations	158 046	156 436	149 585	146 156	147 275	7,3
Dépôts	181 059	184 927	178 069	171 551	170 902	5,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12 179	11 963	11 490	11 036	10 918	11,5

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003		31 juillet 2004	31 juillet 2003
Principales mesures financières (%) b)								
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	18,7	14,8	15,2	12,9	7,3		18,7	7,3
Croissance du résultat dilué par action	30,5	45,5	33,3	29,3	46,2		36,0	28,0
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	28,3	44,4	30,4	26,6	41,4		34,0	27,0
Rendement des capitaux propres	21,0	20,4	18,3	17,9	18,0		20,0	15,8
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	21,7	21,1	19,0	18,5	18,8		20,6	16,6
Croissance du profit économique net a)	53,7	+100	94,9	74,1	+100		82,2	+100
Croissance du revenu	3,7	12,6	3,7	4,7	8,9		6,6	4,0
Croissance du revenu (bic) a)	3,9	12,1	3,6	5,4	8,9		6,4	4,4
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,3	64,2	66,1	65,2	64,4		64,9	67,3
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	63,5	63,2	65,0	64,0	63,7		63,9	66,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	62,4	62,2	63,9	63,1	62,6		62,8	65,0
Provision (annualisée) pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	(0,28)	0,01	0,04	0,25	0,24		(0,08)	0,32
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	7,83	9,04	11,03	12,15	12,91		7,83	12,91
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	27,3	29,2	29,1	29,1	28,6		27,3	28,6
Ratio du capital de première catégorie	9,44	9,67	9,65	9,55	9,21		9,44	9,21
Cote de crédit								
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3		Aa3	Aa3

Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	27,5	33,1	44,1	33,4	30,6		27,5	30,6
Rendement des actions	2,9	3,1	2,4	2,8	3,0		2,8	3,0
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	12,5	12,5	15,4	14,1	13,6		12,5	13,6
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,28	2,18	2,53	2,23	2,04		2,28	2,04
Profit économique net (en millions de dollars) a)	339	302	238	221	220		879	482
Rendement de l'actif moyen	0,96	0,88	0,79	0,77	0,74		0,88	0,67
Marge nette d'intérêts	1,87	1,74	1,87	1,85	1,81		1,83	1,86
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,92	1,80	1,92	1,91	1,84		1,88	1,91
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	46,9	51,3	46,8	47,8	47,0		48,4	45,7
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	46,3	50,5	46,0	47,0	46,5		47,6	45,0
Croissance des frais autres que d'intérêts	3,6	5,4	(0,7)	(3,6)	(0,2)		2,7	2,6
Ratio du capital total	11,19	11,53	11,67	12,09	12,09		11,19	12,09
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,10	9,28	9,25	9,17	8,79		9,10	8,79
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,8	5,5	5,4	5,5	5,4		5,8	5,4

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR », aux pages 4 et 5 pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que

les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Rapport de gestion

Principaux points de comparaison avec les résultats du troisième trimestre de l'an dernier :

- Revenu net record de 654 millions de dollars, en hausse de 30 %.
- Amélioration du rendement du portefeuille de prêts et accroissement des volumes d'affaires favorisant la croissance.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,24 \$, en hausse de 31 %, et RPA avant amortissement² de 1,27 \$, en hausse de 28 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 21,0 %, alors qu'il était de 18,0 % un an plus tôt.
- Recouvrement net de pertes sur créances de 110 millions de dollars, constitué d'un recouvrement net de pertes spécifiques de 70 millions de dollars et d'une réduction de la réserve générale de 40 millions de dollars, alors que la provision spécifique atteignait 90 millions de dollars un an plus tôt.
- Croissance du revenu² de 3,9 % et augmentation des frais de 3,6 %.
- Amélioration du ratio de productivité², qui passe de 63,7 % à 63,5 %, et amélioration de 20 points de base du ratio de productivité avant amortissement², qui s'établit à 62,4 %.
- Excellent ratio du capital de première catégorie, qui passe de 9,21 % à 9,44 %.

Principaux points de comparaison des résultats des neuf premiers mois de l'exercice avec ceux de la même période l'an dernier :

- RPA de 3,36 \$, en hausse de 36 %, et RPA avant amortissement de 3,47 \$, en hausse de 34 %.
- RCP de 20,0 %, alors qu'il était de 15,8 % l'an dernier.
- Amélioration de 230 points de base du ratio de productivité, qui atteint 63,9 %, et amélioration de 220 points de base du ratio de productivité avant amortissement, qui s'établit à 62,8 %.

Autres points saillants :

- Nous prévoyons maintenant que le revenu net et le RCP de l'exercice 2004 dépasseront nos cibles, qui sont une croissance de 10 % à 15 % du RPA et un RCP se situant entre 16 % et 18 %.
- Nous prévoyons également que la provision spécifique pour créances irrécouvrables ne dépassera pas 100 millions de dollars pour l'exercice 2004, alors que notre cible maximale était de 500 millions de dollars et notre estimation la plus récente, de 300 millions.
- Le dividende trimestriel s'est accru pour la deuxième fois cette année, augmentant de 0,04 \$ ou de 10 %, pour atteindre 0,44 \$ par action, soit une hausse de 26 % par rapport à l'an dernier.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action (RPA) dans le présent Rapport de gestion, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés aux pages 4 et 5 dans la section « Mesures non conformes

aux PCGR », où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent Rapport de gestion le sont sur une base d'imposition comparable.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent rapport trimestriel, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)

	T3-2004	Augmentation/(Diminution) c. T3-2003		Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu selon les états financiers	2 391	84	4 %	(46)	(2 %)	7 191	441	7 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	32	5	19 %	(7)	(20 %)	109	(1)	(1 %)
Revenu (bic) 1)	2 423	89	4 %	(53)	(2 %)	7 300	440	6 %
Provision pour créances irrécouvrables	(110)	(200)	(+100 %)	(115)	(+100 %)	(90)	(450)	(+100 %)
Frais autres que d'intérêts	1 538	53	4 %	(27)	(2 %)	4 664	122	3 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	295	83	39 %	45	18 %	785	297	61 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable	32	5	19 %	(7)	(20 %)	109	(1)	(1 %)
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	327	88	37 %	38	13 %	894	296	50 %
Revenu net	654	150	30 %	52	9 %	1 788	476	36 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	21	2	11 %	2	13 %	59	(2)	(3 %)
Revenu net avant amortissement 1)	675	152	29 %	54	9 %	1 847	474	35 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,24	0,29	31 %	0,12	11 %	3,36	0,89	36 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,27	0,28	28 %	0,10	9 %	3,47	0,88	34 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	21,0 %		3,0 %		0,6 %	20,0 %		4,2 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement 1)	21,7 %		2,9 %		0,6 %	20,6 %		4,0 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,3 %		(0,1 %)		0,1 %	64,9 %		(2,4 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1)	63,5 %		(0,2 %)		0,3 %	63,9 %		(2,3 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1)	62,4 %		(0,2 %)		0,2 %	62,8 %		(2,2 %)
Marge nette d'intérêts	1,87 %		0,06 %		0,13 %	1,83 %		(0,03 %)
Marge nette d'intérêts (bic) 1)	1,92 %		0,08 %		0,12 %	1,88 %		(0,03 %)
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe Particuliers et entreprises	272	26	10 %	62	29 %	728	44	6 %
Groupe Gestion privée	59	20	54 %	(4)	(6 %)	177	77	77 %
Groupe Services d'investissement	236	48	26 %	24	11 %	659	125	24 %
Groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	87	56	+100 %	(30)	(25 %)	224	230	+100 %
Revenu net – BMO Groupe financier	654	150	30 %	52	9 %	1 788	476	36 %

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la note 2 ci-dessus et la section « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 4 et 5, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent Rapport de gestion.

Revue des résultats

Le revenu net de BMO Groupe financier, pour le troisième trimestre, terminé le 31 juillet 2004, est en hausse de 30 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net s'élève à 654 millions de dollars et le RPA, à 1,24 \$, en hausse respectivement de 150 millions de dollars et de 0,29 \$ par rapport au troisième trimestre de 2003. Cette progression s'explique par une amélioration de 200 millions de dollars (130 millions après impôts) du rendement du portefeuille de prêts, par l'augmentation du revenu liée à l'accroissement des volumes et par la compression des coûts.

« Notre revenu net poursuit sa forte croissance, a déclaré Tony Comper, président et chef de la direction de BMO Groupe financier, lorsque les résultats ont été rendus publics le 24 août 2004. Il a en effet augmenté pendant neuf trimestres de suite et, bien que l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts ait fortement contribué à ces résultats, nos points forts se retrouvent dans de nombreux secteurs. Les groupes Particuliers et entreprises et Services d'investissement ont tous deux inscrit le revenu net le plus haut qu'ils aient jamais réalisé pour un trimestre, tandis que celui du groupe Gestion privée est demeuré élevé, et ce, en dépit d'un certain ralentissement des marchés boursiers ces derniers temps. »

Par rapport au deuxième trimestre de 2004, le revenu net s'est accru de 52 millions de dollars, ou de 9 %, tandis que le RPA progressait de 0,12 \$, ou de 11 %. Ces augmentations s'expliquent par une amélioration de 115 millions de dollars (75 millions après impôts) de la provision pour créances irrécouvrables. Les commissions de montage et les revenus de négociation ont diminué, mais le volume a fortement progressé dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net s'élève à 1 788 millions de dollars, soit une hausse de 476 millions de dollars, ou de 36 %, comparativement à la période correspondante en 2003. L'amélioration du rendement du portefeuille de prêts a fortement contribué à l'augmentation du revenu net, la provision pour créances irrécouvrables ayant été réduite de 450 millions de dollars (293 millions après impôts) par rapport à la même période l'an dernier. En outre, les volumes d'affaires se sont fortement accrus et le revenu net de chacun des groupes d'exploitation est supérieur à ce qu'il était il y a un an. Le groupe Gestion privée a inscrit un revenu net de 177 millions de dollars, soit une hausse de 77 millions, ou de 77 %, par rapport à la période correspondante en 2003, tandis que celui du groupe Services d'investissement atteignait 659 millions de dollars, soit une hausse de 125 millions, ou de 24 %, les deux groupes ayant bénéficié de l'amélioration des conditions des marchés financiers. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises se chiffre à 728 millions de dollars, soit une augmentation de 44 millions, ou de 6 %. Les avantages découlant de l'accroissement du volume d'affaires du groupe n'ont été que partiellement neutralisés par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts attribuable à un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt.

« En nous fondant sur les résultats obtenus depuis le début de l'exercice aux chapitres de la croissance du RPA, du rendement des capitaux propres et de la productivité, nous pensons pouvoir atteindre ou dépasser toutes nos cibles financières pour l'exercice, a ajouté M. Comper. La gestion particulièrement efficace du portefeuille de prêts, la grande attention que nous accordons à l'accroissement de la productivité et la progression des volumes d'affaires nous ont été profitables. L'annonce faite aujourd'hui, d'une deuxième hausse du dividende au cours du présent exercice, qui représente une augmentation de 10 % par rapport au troisième trimestre et de 26 % par rapport à l'an dernier, reflète notre capacité d'accroître notre revenu net et la solide situation de notre capital. »

Notre revenu¹ pour le trimestre s'est accru de 89 millions de dollars, ou de 4 %, comparativement à l'an dernier et se chiffre à 2 423 millions de dollars. Cette progression est due à l'accroissement des volumes d'affaires, y compris l'incidence des acquisitions d'entre-

prises, et aux intérêts perçus sur des prêts précédemment classés comme douteux ou radiés, facteurs partiellement neutralisés par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et par un léger affaiblissement du dollar américain.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu a diminué de 53 millions de dollars, ou de 2 %, même si le troisième trimestre comptait deux jours de plus. Le revenu du groupe Gestion privée a baissé en raison du recul des commissions de négociation de titres. Malgré l'augmentation des intérêts perçus sur des prêts précédemment classés comme douteux ou radiés, le revenu des Services d'investissement a diminué, car ce groupe a aussi subi une réduction de ses commissions de négociation de titres et de prise ferme. Au deuxième trimestre, le revenu de ce groupe comportait des gains nets sur titres de placement plus élevés, mais ils avaient été en grande partie neutralisés par les frais d'intérêt découlant du dénouement de contrats de couverture connexes. Le revenu du groupe Services d'entreprise a lui aussi diminué, les gains nets sur titres de placement ayant baissé de 54 millions de dollars et les gains réalisés à la conversion des devises ayant aussi connu une baisse. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises s'est accru au Canada comme aux États-Unis, grâce à la progression des volumes d'affaires. Au deuxième trimestre, le revenu de ce groupe comprenait un rajustement de 51 millions de dollars ayant entraîné une réduction des frais de services de cartes.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu a augmenté de 440 millions de dollars, ou de 6 %, grâce à l'accroissement des volumes des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, à la forte progression des commissions sur titres de négociation et de prise ferme et aux gains nets sur titres de placement, alors que ces derniers avaient occasionné des pertes nettes l'an dernier. Les acquisitions d'entreprises ont également contribué à la progression. Ces augmentations ont toutefois été partiellement neutralisées par le rajustement des frais de services de cartes, la baisse des revenus de titrisation, les effets du rétrécissement des marges nettes d'intérêts et l'affaiblissement du dollar américain.

La marge nette d'intérêts¹ s'établit à 1,92 % pour le troisième trimestre de 2004, soit une progression de 8 points de base par rapport à l'an dernier. Celle du groupe Services d'investissement s'est élargie, grâce aux intérêts perçus sur des prêts auparavant classés comme douteux ou radiés. Dans les autres groupes d'exploitation, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie, en raison de l'évolution des préférences des clients vers les produits à plus faible marge et du contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. L'élargissement de la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement a entraîné une hausse globale de 12 points de base comparativement au deuxième trimestre. La marge du Groupe Particuliers et entreprises s'est légèrement accrue, la légère augmentation constatée au Canada ayant compensé la diminution subie aux États-Unis. Les marges nettes d'intérêts sont présentées en détail dans la section Revenu à la page 6.

Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 538 millions de dollars, soit 53 millions de dollars, ou 4 %, de plus que l'an dernier. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement et à l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises. Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu¹ (ou ratio de productivité) s'établit à 63,5 % pour le troisième trimestre, alors qu'il était de 63,7 % un an plus tôt. Le ratio de productivité avant amortissement¹ s'établit à 62,4 %, soit une amélioration de 20 points de base par rapport à l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 62,8 %, soit une amélioration de 220 points de base par rapport à l'an dernier. Notre cible, fixée au début de l'exercice, est d'accroître notre productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base en 2004.

1 Sur une base d'imposition comparable - voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 4 et 5.

Les résultats de ce trimestre comprennent un recouvrement net de pertes spécifiques de 70 millions de dollars, comparativement à la provision spécifique de 90 millions qui avait été établie pour le troisième trimestre de 2003. Cette amélioration s'explique par le bas niveau des nouvelles provisions, les réductions relativement importantes des réserves précédemment établies à l'égard de certains prêts et le recouvrement de 60 millions de dollars provenant de prêts précédemment radiés, y compris un recouvrement de 39 millions de dollars provenant d'un seul compte.

Les résultats comprennent également une réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables, ce qui porte le total net des recouvrements de pertes sur créances à 110 millions de dollars pour le trimestre. Au deuxième trimestre, la provision nette pour créances irrécouvrables s'établissait à 5 millions de dollars, résultat d'une provision spécifique de 45 millions de dollars et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le montant net des recouvrements se chiffre à 90 millions de dollars, résultat d'une provision spécifique de 30 millions et d'une réduction de 120 millions de la réserve générale. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2003, la provision spécifique s'élevait à 360 millions de dollars et aucune modification n'avait été apportée à la réserve générale au cours de cette période. Pour l'exercice 2004, nous prévoyons maintenant que notre provision spécifique pour créances irrécouvrables s'établira à 100 millions de dollars ou moins, alors que la cible fixée au début de l'exercice était de 500 millions et que l'estimation établie après le premier trimestre était de 300 millions.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 055 100 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, à un prix moyen de 53,25 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 162,7 millions de dollars. En vertu de ce programme, qui arrivait à échéance le 6 août 2004, 5 123 900 actions ont été rachetées, pour une somme totale de 271,3 millions de dollars. Le 6 août 2004, BMO a annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vertu de laquelle BMO pourrait racheter 15 millions d'autres actions ordinaires aux fins d'annulation.

Cibles pour l'exercice 2004

- Croissance du RPA de 10 % à 15 %.
- RCP de 16 % à 18 %.
- Provision pour créances irrécouvrables de 500 millions de dollars ou moins.

Nous estimons maintenant que les provisions spécifiques ne dépasseront pas 100 millions de dollars en 2004. L'estimation faite à la fin du premier trimestre était de 300 millions.

- Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.
- Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

Résultats au 31 juillet 2004

- Croissance de 36,0 % depuis le début de l'exercice.
- RCP annualisé de 20,0 %.
- Provision de 30 millions de dollars depuis le début de l'exercice, abstraction faite de la réduction de 120 millions de la réserve générale.

- Ratio de 9,44 %.
- Amélioration de 220 points de base depuis le début de l'exercice.

Prévisions concernant la conjoncture économique en 2004

Nous prévoyons maintenant que le PIB réel du Canada croîtra de 2,8 % en 2004, alors que notre prévision de croissance était de 3,1 % au début de l'année. L'économie canadienne a été soutenue par des taux d'intérêt peu élevés et par la forte demande des États-Unis pour les exportations canadiennes. Nous prévoyons que le PIB réel

des États-Unis croîtra rapidement en 2004, soit à un taux de 4,4 %, ce qui est conforme à l'estimation que nous faisons au début de l'année. La faiblesse des taux d'intérêt, des politiques fiscales expansionnistes et la reprise de la croissance du marché de l'emploi ont soutenu la demande américaine. Les données américaines récentes indiquent que les investissements des entreprises progressent rapidement, même si les dépenses des consommateurs ont ralenti en réaction à la hausse des coûts de l'énergie. Au Canada comme aux États-Unis, le redressement des marchés boursiers au cours de la dernière année continue à favoriser les services d'investissement et de gestion de patrimoine. Bien que les investissements des entreprises soient en hausse, la rapide croissance de leurs profits et la progression du financement par capitaux propres ont permis aux sociétés d'autofinancer leur expansion, ce qui a nui à la demande de prêts aux entreprises. Les faibles coûts du crédit continuent à stimuler la croissance des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires, ce qui a porté le nombre de maisons vendues et leurs prix à des niveaux records. Cependant, les hausses de taux que devraient décréter la Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada modéreront sans doute la croissance des prêts à l'habitation au cours de la prochaine année.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de BMO et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du Conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de BMO contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. Lors de la publication de son rapport annuel et d'autres documents d'information continue, le 23 janvier 2004, BMO a déposé, comme l'année précédente, des déclarations certifiant ses résultats, signées par le chef de la direction et le chef des finances, auprès de la SEC des États-Unis. Dans ces déclarations, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient, comme l'exige la loi Sarbanes Oxley des États-Unis, l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information continue (formule 40-F), ainsi que l'efficacité des contrôles et des méthodes utilisés pour produire cette information. Conformément à la nouvelle législation canadienne sur les valeurs mobilières, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient aux organismes de réglementation des valeurs mobilières l'exactitude de l'information financière contenue dans les rapports intermédiaires de BMO, y compris le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section « Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière » du Rapport annuel 2003 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter notre site Web pour y obtenir des renseignements financiers trimestriels.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Analyse de la direction et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport de gestion contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2004 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du présent rapport trimestriel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Analyse des résultats financiers**Mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion** (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	T3-2004	T2-2004	T3-2003	Cumul 2004	Cumul 2003
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 270	1 186	1 223	3 713	3 662
Revenu autre que d'intérêts	1 121	1 251	1 084	3 478	3 088
Revenu selon les états financiers b)	2 391	2 437	2 307	7 191	6 750
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	32	39	27	109	110
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 302	1 225	1 250	3 822	3 772
Revenu autre que d'intérêts	1 121	1 251	1 084	3 478	3 088
Revenu (bic) e) 1)	2 423	2 476	2 334	7 300	6 860
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	295	250	212	785	488
Rajustement sur une base d'imposition comparable	32	39	27	109	110
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) 1)	327	289	239	894	598
Frais autres que d'intérêts f)	1 538	1 565	1 485	4 664	4 542
Amortissement des actifs incorporels	(27)	(26)	(26)	(79)	(82)
Frais avant amortissement g) 1)	1 511	1 539	1 459	4 585	4 460
Revenu net	654	602	504	1 788	1 312
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	21	19	19	59	61
Revenu net avant amortissement 1)	675	621	523	1 847	1 373
Dividendes sur actions privilégiées	(20)	(20)	(21)	(59)	(62)
Charge au titre du capital 1)	(316)	(299)	(282)	(909)	(829)
Profit économique net 1)	339	302	220	879	482
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	64,3	64,2	64,4	64,9	67,3
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	63,5	63,2	63,7	63,9	66,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	62,4	62,2	62,6	62,8	65,0
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif moyen) x 100)	1,87	1,74	1,81	1,83	1,86
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif moyen) x 100)	1,92	1,80	1,84	1,88	1,91
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,24	1,12	0,95	3,36	2,47
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,27	1,17	0,99	3,47	2,59

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Les mesures des résultats avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement hors caisse des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la provision pour créances irrécouvrables de BMO libellés en dollars américains au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2004, relativement aux périodes comparables de l'exercice précédent. Par rapport au deuxième trimestre, le dollar américain s'est un peu raffermi, de sorte que le revenu net et les autres éléments mentionnés ci-dessus ont légèrement progressé relativement au deuxième trimestre. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'impact des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues

chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices à la page 7.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	T3-2004		Cumul 2004
	c. T3-2003	c. T2-2004	c. cumul 2003
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
- Période courante	1,3423	1,3423	1,3295
- Période précédente	1,3739	1,3394	1,4635
Revenu augmenté (réduit)	(16)	2	(203)
Frais réduits (augmentés)	11	(1)	144
Provision pour créances irrécouvrables réduite (augmentée)	(3)	-	14
Impôts sur les bénéfices réduits (augmentés)	1	-	13
Revenu net augmenté (réduit) avant gains sur opérations de couverture	(7)	1	(32)
Gains (pertes) sur opérations de couverture	3	3	5
Impôts sur le revenu	(1)	(1)	(1)
Revenu net augmenté (réduit)	(5)	3	(28)

Mesures de la valeur des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé se chiffre à 21,0 % pour le trimestre et à 20,0 % pour les neuf premiers mois de l'exercice, alors qu'il était de 18,0 % au troisième trimestre de l'an dernier et de 15,8 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2003. Nous prévoyons maintenant dépasser notre cible pour l'exercice, qui est un RCP se situant dans une fourchette de 16 % à 18 %.

Le RPA, qui était de 0,95 \$ au troisième trimestre de 2003, a progressé de 31 % et s'établit à 1,24 \$. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le RPA se chiffre à 3,36 \$, soit une progression de 36 % comparativement au résultat de 2,47 \$ inscrit pour la même période l'an dernier. Nous pensons maintenant pouvoir dépasser notre cible pour l'exercice, qui est une croissance du RPA se situant dans une fourchette de 10 % à 15 %.

Le profit économique net (PEN) se chiffre à 339 millions de dollars (voir la section intitulée « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 4 et 5), alors qu'il était de 220 millions au troisième trimestre de 2003. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le PEN s'élève à 879 millions de dollars, alors qu'il était de 482 millions pour la période correspondante de 2003.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO se chiffre à 7,5 % pour le troisième trimestre, soit le plus haut taux des grandes banques canadiennes. Pour les 12 mois terminés le 31 juillet 2004, le RTCP s'établit à 27,5 %, ce qui classe BMO au deuxième rang des banques.

Le RTCP annualisé moyen de BMO pour la période de cinq années terminée le 31 juillet 2004 s'établit à 18,7 %, soit le troisième meilleur taux des banques et un résultat légèrement supérieur au taux moyen des six grandes banques. Le rendement total annualisé moyen de l'indice TSX pour la même période est de 5,3 %. Le RTCP moyen annualisé sur cinq ans est notre principale mesure de la valeur pour les actionnaires et la plus importante des mesures de nos résultats financiers et de notre situation financière. Notre objectif fondamental est de maximiser la valeur pour les actionnaires et de nous classer, au fil du temps, dans le premier quartile de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour ce qui est du rendement total des capitaux propres.

Revenu net

Le revenu net atteint le niveau record de 654 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2004, soit une augmentation de 150 millions de dollars, ou de 30 %, comparativement au troisième trimestre de 2003. Cette progression s'explique par une amélioration de 200 millions de dollars (130 millions après impôts) du rendement du portefeuille de prêts, l'augmentation du revenu liée à l'accroissement des volumes et la compression des coûts. Le groupe Gestion privée a accru son revenu net de 54 % grâce à l'augmentation des revenus de commissions et au succès des mesures de compression des coûts, tandis que le groupe Services d'investissement augmentait son revenu net de 26 % grâce à l'amélioration de la qualité de son portefeuille de prêts. Le groupe Particuliers et entreprises a augmenté son revenu net de 10 % grâce à la forte croissance de ses volumes.

Par rapport au deuxième trimestre de 2004, le revenu net s'est accru de 52 millions de dollars, ou de 9 %, ce qui s'explique par une amélioration de 115 millions de dollars (75 millions après impôts) de la provision pour créances irrécouvrables. Les commissions de montage et les revenus de négociation ont diminué, mais les volumes des Services aux particuliers et aux entreprises ont fortement progressé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net s'élève à 1 788 millions de dollars, soit une hausse de 476 millions de dollars, ou de 36 %, comparativement à la période correspondante en 2003. L'amélioration du rendement du portefeuille de prêts a fortement contribué à la croissance du revenu net, la provision pour créances irrécouvrables ayant été réduite de 450 millions de dollars (293 millions après impôts) comparativement à la période correspondante

l'an dernier. De plus, les volumes d'affaires se sont fortement accrus et le revenu net de chacun des groupes d'exploitation a progressé par rapport à l'an dernier. Le groupe Gestion privée a amélioré son résultat de 77 % par rapport à la période correspondante en 2003, tandis que celui du groupe Services d'investissement progressait de 24 %, les deux groupes ayant bénéficié de l'amélioration des conditions des marchés financiers. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises s'est accru de 6 %, mais la progression se chiffre à 11 % si on exclut l'incidence du rajustement de 51 millions de dollars (33 millions après impôts) appliqué aux frais des services de cartes au deuxième trimestre de 2004. Les avantages découlant de l'accroissement des volumes d'affaires du groupe n'ont été que partiellement annulés par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts attribuable à un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt.

Le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 192 millions de dollars, ou 29 % du revenu net de BMO pour le trimestre, alors qu'il se chiffrait à 92 millions de dollars, ou à 18 %, au troisième trimestre de l'an dernier. Le montant net du recouvrement de pertes sur créances et la perception d'intérêts sur des prêts qui avaient précédemment été classés dans les prêts douteux ou radiés expliquent une grande partie de cette amélioration. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 372 millions de dollars, ou 21 % du revenu net de BMO. Pour la période correspondante en 2003, il s'élevait à 274 millions de dollars, ou à 21 % du revenu net de BMO. Cette progression s'explique par la réduction de la provision pour créances irrécouvrables.

Marge nette d'intérêts (bic)

(en points de base)	T3-2004	Augmentation (Diminution) c. T3-2003	Augmentation (Diminution) c. T2-2004	Cumul 2004	Augmentation (Diminution) c. cumul 2003
PE Canada	275	(7)	4	273	(16)
PE États-Unis	375	(12)	(20)	390	3
Groupe Particuliers et entreprises	291	(6)	2	290	(13)
Groupe Gestion privée	887	(182)	(48)	945	(76)
Groupe Services d'investissement	104	19	19	94	(2)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	192	8	12	188	(3)

n.s. - non significatif

Revenu

Tel que nous l'expliquons plus haut dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 4 et 5, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu se chiffre à 2 423 millions de dollars, soit 89 millions de dollars, ou 4 %, de plus qu'au troisième trimestre de l'an dernier, le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts ayant tous deux augmenté. Par rapport au deuxième trimestre, le revenu a reculé de 53 millions de dollars, la baisse du revenu autre que d'intérêts n'ayant été que partiellement compensée par la hausse du revenu net d'intérêts. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu s'est accru de 440 millions de dollars, ou de 6 %, grâce à l'augmentation du revenu autre que d'intérêts. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 203 millions de dollars, ou 3 points de pourcentage, à la croissance du revenu.

Le revenu net d'intérêts s'élève à 1 302 millions de dollars, soit une augmentation de 52 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, grâce à l'accroissement des volumes du groupe Particuliers et entreprises et à la progression du revenu du groupe Services d'investissement. La marge nette d'intérêts s'établit à 1,92 % pour le trimestre, soit une hausse de 8 points de base par rapport à l'an dernier. L'actif moyen a progressé de 2 milliards de dollars et se chiffre à 270 milliards, la progression des actifs du groupe Particuliers et entreprises ayant été en grande partie neutralisée par le recul des actifs liés aux prêts consentis aux

grandes entreprises et aux activités de négociation du groupe Services d'investissement.

Comparativement au même trimestre l'an dernier, la marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est rétrécie au Canada comme aux États-Unis, en raison de l'évolution des préférences des clients en matière de produits et du contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est élargie comparativement à l'an dernier, en partie grâce à des intérêts de 33 millions de dollars perçus sur des prêts qui avaient précédemment été classés dans les prêts douteux ou radiés, y compris 20 millions de dollars provenant d'un seul compte.

Comparativement au deuxième trimestre, le revenu net d'intérêts s'est accru de 77 millions de dollars, en partie grâce aux intérêts perçus mentionnés plus haut, au fait que le troisième trimestre comptait deux jours de plus que le précédent et à l'inclusion d'une charge de 44 millions de dollars à la suite du dénouement de contrats de couverture liés à des titres de placement qui ont été vendus au cours du deuxième trimestre. L'actif moyen a régressé de 6 milliards de dollars, mais celui du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 3,8 milliards. Le recul s'explique par la diminution de l'actif du groupe Services d'investissement attribuable à la baisse des actifs liés aux activités de négociation. La marge nette d'intérêts de BMO s'est élargie de 12 points de base. Les marges du groupe Particuliers et entreprises ont augmenté de 2 points de base, une légère augmentation au Canada, due à des activités non principales dans le segment des services aux entreprises, ayant compensé un recul de 20 points de base au États-Unis, recul qui est en grande

partie attribuable à l'ajout d'actifs à plus faible rendement. Les marges du groupe Services d'investissement se sont accrues de 19 points de base par rapport au deuxième trimestre, grâce à la perception d'intérêts, à la réduction des actifs non productifs de revenu liés aux activités de négociation et à l'inclusion d'une charge liée au dénouement de contrats de couverture au deuxième trimestre.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net d'intérêts s'est accru de 50 millions de dollars et s'établit à 3 822 millions de dollars. Cette augmentation s'explique par la croissance de l'actif du groupe Particuliers et entreprises. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie dans tous les groupes d'exploitation.

Le revenu autre que d'intérêts a progressé de 37 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent et s'établit à 1 121 millions de dollars, grâce à l'augmentation des revenus des fonds d'investissement et des commissions sur prêts, ainsi qu'à la hausse des commissions sur titres résultant de l'inclusion de Harris Nesbitt Gerard (HNG). Ces facteurs ont toutefois été partiellement neutralisés par la baisse des revenus de négociation et de titrisation.

Comparativement au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 130 millions de dollars, ou de 10 %, en raison d'une réduction de 88 millions de dollars des gains nets sur titres de placement ainsi que du recul des commissions de négociation de titres et de prise ferme et des revenus de change, facteurs partiellement compensés par un rajustement de 51 millions de dollars ayant eu pour effet de réduire les frais de services de cartes au deuxième trimestre.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 390 millions de dollars, ou de 13 %, grâce à l'augmentation des commissions de négociation de titres et des commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt, à la hausse des revenus provenant des fonds d'investissement, à l'inclusion de HNG et aux gains nets sur titres de placement, alors que ces titres avaient occasionné des pertes nettes l'an dernier. La croissance a cependant été ralentie par la baisse des revenus de titrisation, le rajustement appliqué aux frais de services de cartes et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les gains nets sur titres de placement s'élèvent à 138 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice, alors que des pertes de 49 millions de dollars avaient été inscrites pour la même période l'an dernier. La progression des gains nets s'explique en partie par la diminution des dévaluations de placements, qui se chiffrent à 44 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice, alors qu'elles s'élevaient à 104 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Dans l'ensemble, les revenus ont été marqués par une réduction de 58 millions de dollars du revenu net d'intérêts en raison de pertes occasionnées par le dénouement de contrats de couverture liés à des titres de placement qui ont été vendus.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 538 millions de dollars pour le troisième trimestre, soit une hausse de 53 millions, ou de 4 %, par rapport au troisième trimestre de l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à une hausse de 41 millions de dollars des coûts de la rémunération liée au rendement et à l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises.

Comparativement au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 27 millions de dollars, la diminution des coûts de la rémunération liée au rendement et d'autres réductions ayant plus que compensé l'incidence du fait que le troisième trimestre comptait deux jours de plus. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 4 664 millions de dollars, soit 122 millions, ou 3 %, de plus que pour la même période l'an dernier, ce qui résulte de la hausse de 198 millions de dollars des coûts de la rémunération liée au rendement et de l'effet des acquisitions d'entreprises. Ces augmentations ont toutefois été partiellement compensées par les effets des mesures de compression des coûts, la modification comptable apportée en 2004 selon laquelle certains frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et l'incidence, de 144 millions de dollars, de la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain.

Notre ratio de productivité s'établit à 63,5 % pour le troisième trimestre, soit une amélioration de 20 points de base par rapport à

l'an dernier, mais il s'est accru de 30 points de base comparative-ment au deuxième trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 62,4 %, soit une amélioration de 20 points de base par rapport à l'an dernier, mais il s'est accru de 20 points de base comparativement au deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, notre ratio de productivité se chiffre à 63,9 %, soit une amélioration de 230 points de base. Quant à notre ratio de productivité avant amortissement, il s'est amélioré de 220 points de base et s'établit à 62,8 %. Au début de l'exercice, nous visions une réduction de 150 à 200 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement pour l'exercice 2004.

Impôts sur les bénéfiques

Comme nous l'expliquons dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » aux pages 4 et 5, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins de l'analyse présentée dans ce Rapport de gestion, et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfiques. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfiques et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfiques se chiffre à 327 millions de dollars, soit des hausses de 88 millions par rapport au troisième trimestre de l'an dernier et de 38 millions par rapport au deuxième trimestre. Ces hausses reflètent l'augmentation du revenu net avant impôts sur les bénéfiques et celle du taux d'imposition effectif. Le taux d'imposition effectif s'établit à 32,8 % pour le trimestre, alors qu'il était de 31,4 % au troisième trimestre de l'an dernier et de 31,9 % au deuxième trimestre. La hausse du taux d'imposition effectif s'explique par une plus grande portion du revenu provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et les avantages fiscaux proportionnellement moins élevés, facteurs partiellement compensés par la réduction nette des taux d'imposition prévus par la loi.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la provision pour impôts sur les bénéfiques se chiffre à 894 millions de dollars, soit une hausse de 296 millions attribuable à l'augmentation du revenu net avant impôts sur les bénéfiques et à un taux d'imposition effectif plus élevé. Le taux d'imposition effectif s'établit à 32,8 % (32,1 % si on fait abstraction du rajustement de 19 millions de dollars appliqué aux impôts futurs au premier trimestre), alors qu'il était de 30,5 % l'an dernier, en raison de la comptabilisation d'avantages fiscaux proportionnellement plus élevés en 2003 et d'une plus grande portion du revenu provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés en 2004. Nous estimons maintenant que le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2004 se situera dans une fourchette de 32,0 % à 32,5 % et nous considérons que le taux normal se situe dans une fourchette de 31 % à 32 %.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de ses investissements dans des établissements à l'étranger en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfiques, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfiques durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur le montant net des investissements dans des établissements à l'étranger n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfiques avant la réalisation de ceux-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées au cours de cette année sur le montant net des investissements dans des établissements à l'étranger ont entraîné une charge d'impôt sur les bénéfiques de 105 millions de dollars, imputée aux capitaux propres au troisième trimestre, ainsi que des recouvrements fiscaux de 33 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, à la page 19 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Bilan

L'actif total s'élève à 261,9 milliards de dollars, soit une progression de 5,5 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003. Cette progression s'explique principalement par la croissance du solde net des prêts et acceptations (11,9 milliards) et par celle de l'encaisse (0,9 milliard). Ces augmentations ont été neutralisées par les reculs des valeurs mobilières (4,2 milliards), des instruments financiers dérivés (1,9 milliard) et d'autres actifs (1,2 milliard). La hausse du taux de change entre les dollars canadien et américain a contribué à cette augmentation à hauteur de 0,7 milliard de dollars.

La hausse de 11,9 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations est due à une augmentation de 6,9 milliards de dollars des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation, tendance qui s'accroît grâce aux faibles taux d'intérêt, à une augmentation de 3,0 milliards du solde net des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et des acceptations connexes et à une augmentation de 2,0 milliards des titres pris en pension.

Le recul des valeurs mobilières résulte d'une diminution de 4,0 milliards de dollars des titres de placement, tandis que la situation des titres de négociation restait essentiellement inchangée. La diminution des titres de placement s'est manifestée principalement dans les portefeuilles de titres émis par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et est liée à la prévision d'une hausse des taux d'intérêt. Les gains non matérialisés sur titres de placement ont diminué de 223 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice précédent et de 237 millions depuis le deuxième trimestre, avant de s'établir à 89 millions de dollars, ce qui résulte principalement de la baisse des valeurs des titres émis par des administrations publiques américaines et d'autres créances et actions de sociétés en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la baisse des évaluations boursières.

Le passif total s'est accru de 4,3 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003, en raison d'une augmentation de 9,5 milliards de dollars des dépôts, augmentation partiellement neutralisée par la diminution des instruments financiers dérivés (2,6 milliards), des titres vendus à découvert et des titres mis en pension (0,8 milliard) et de tous les autres passifs, y compris la dette subordonnée (1,8 milliard).

Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques, qui représentent 45 % du total des dépôts, ont augmenté de 9,3 milliards de dollars. Les dépôts des particuliers, qui représentent 43 % du total des dépôts, ont augmenté de 2,7 milliards de dollars, tandis que ceux des banques, qui représentent 12 % du total des dépôts, ont diminué de 2,5 milliards de dollars.

Gestion des risques

Globalement, nous avons inscrit un recouvrement net de 110 millions de dollars de pertes sur créances pour le trimestre, résultat d'un recouvrement net de 70 millions de dollars provenant de pertes spécifiques et d'une réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables. L'an dernier, les résultats incluaient une provision spécifique pour créances irrécouvrables de 90 millions de dollars et la réserve générale était restée inchangée. Sur une base annuelle, le recouvrement net de 70 millions de dollars de pertes spécifiques correspond à une valeur négative de 18 points de base en ce qui a trait au solde net des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, alors que la provision pour créances irrécouvrables représentait 24 points de base au troisième trimestre de l'an dernier.

Le recouvrement net de 70 millions de dollars de pertes spécifiques au cours du trimestre résulte de nouvelles provisions de 89 millions, moins des réductions de 99 millions des réserves précédemment établies et des recouvrements de 60 millions provenant de prêts qui avaient été radiés. L'an dernier, la provision spécifique s'élevait à 90 millions de dollars et résultait de nouvelles provisions de 170 millions, moins des réductions de 65 millions des réserves précédemment établies et des recouvrements de 15 millions provenant de prêts qui avaient été radiés.

Le bas niveau des nouvelles provisions correspond à celui des nouveaux prêts douteux, particulièrement au cours des derniers trimestres. Les réductions relativement importantes des réserves existantes résultent principalement de l'amélioration de la situation du crédit, et notamment des recouvrements considérables. De la même façon, les recouvrements de sommes précédemment radiées

ont été exceptionnellement élevés et comprennent notamment un important recouvrement de 39 millions de dollars.

Au deuxième trimestre, la provision pour créances irrécouvrables se chiffrait à 5 millions de dollars, résultat d'une provision spécifique de 45 millions et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, nous avons comptabilisé un recouvrement net de pertes sur créances de 90 millions de dollars, résultat d'une provision spécifique de 30 millions et d'une réduction de 120 millions de la réserve générale. Pour les neuf premiers mois de 2003, la provision spécifique s'élevait à 360 millions de dollars. Sur une base annuelle, la provision spécifique des neuf premiers mois représente 3 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elle représentait 32 points de base un an plus tôt. La réserve générale était restée inchangée au cours de la période correspondante l'an dernier.

La qualité de l'actif et le rendement du portefeuille de prêts se sont encore améliorés au cours du trimestre et nos prévisions quant à la qualité du crédit demeurent positives pour le reste de 2004 et le début de 2005. Cette prévision repose sur la baisse des taux de défaillance des entreprises, la diminution des niveaux des prêts non productifs, l'amélioration de la conjoncture économique nord-américaine, le renforcement des bilans des entreprises et le fait que BMO n'a pas d'engagements importants à l'égard de secteurs économiques considérés comme particulièrement risqués dans le contexte économique actuel. Ces secteurs comprennent ceux de l'automobile, des transports aériens, de la production d'électricité, des produits forestiers et des entreprises canadiennes d'élevage de bétail et les secteurs connexes.

Nous prévoyons maintenant que notre provision spécifique pour créances irrécouvrables pour l'exercice 2004 ne dépassera pas 100 millions de dollars, alors que la cible fixée au début de l'exercice était de 500 millions de dollars et que la nouvelle estimation établie à la fin du premier trimestre était de 300 millions. Néanmoins, nous demeurons à l'affût des facteurs susceptibles d'influer sur les perspectives économiques canadiennes et américaines et de leurs répercussions sur la qualité du crédit. Aux États-Unis, les principaux risques sont notamment la possibilité d'attaques terroristes ainsi que le maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés et ses répercussions sur le revenu disponible des particuliers. Au Canada, les principaux risques comprennent l'affaiblissement de l'économie américaine et le renforcement du dollar canadien.

Le solde brut des prêts douteux totalisait 1 303 millions de dollars à la fin du trimestre, alors qu'il s'élevait à 1 503 millions à la fin du deuxième trimestre et à 1 918 millions à la fin de l'exercice 2003. Cette diminution est due principalement à un solde des nouveaux prêts douteux peu élevé, à des radiations et à d'importantes ventes de prêts au début de 2004, particulièrement dans le secteur de la production d'électricité.

Le solde brut des prêts douteux représentait 0,82 % du solde brut des prêts et acceptations à la fin du trimestre, alors qu'il en représentait 0,95 % à la fin du deuxième trimestre et 1,30 % à la fin de 2003. Le solde brut des prêts douteux en pourcentage des capitaux propres et de la réserve totale pour créances irrécouvrables s'est amélioré, passant de 9,0 % à la fin du deuxième trimestre et de 12,2 % à la fin de 2003 à 7,8 % à la fin du troisième trimestre. Les prêts douteux, après déduction de réserves spécifiques pour créances irrécouvrables de 427 millions de dollars, totalisent 876 millions de dollars, après avoir atteint 936 millions à la fin du deuxième trimestre et 1 313 millions à la fin du dernier exercice.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'établit à 66 millions de dollars pour le trimestre, soit le solde le plus bas depuis de nombreuses années. Il est en baisse de 124 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre et de 183 millions comparativement au troisième trimestre de l'an dernier. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le solde des nouveaux prêts douteux se chiffre à 498 millions de dollars, en baisse de 408 millions, ou de 45 %, comparativement à la même période l'an dernier. Les nouveaux prêts douteux du trimestre ne sont pas concentrés dans un secteur ou une industrie en particulier et leur solde est légèrement inférieur aux prévisions.

Les radiations se chiffrent à 109 millions de dollars pour le trimestre, en baisse par rapport aux radiations de 121 millions du deuxième trimestre. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, elles

atteignent 339 millions de dollars, en baisse de 42 millions, ou de 11 %, par rapport à la période correspondante en 2003.

Au cours du trimestre, BMO a vendu des prêts non productifs dont le solde brut s'élevait à 32 millions de dollars et la valeur comptable nette, à 13 millions, pour un produit de 22 millions. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, BMO a vendu des prêts non productifs dont le solde brut s'élevait à 433 millions de dollars et la valeur comptable nette, à 321 millions, pour un produit de 402 millions. Le volume des ventes réalisées par BMO depuis le début de l'exercice 2004 est nettement plus élevé que celui des exercices précédents, car les conditions du marché étaient plus favorables à ce genre de transactions. Le redressement de l'économie a contribué à accroître la confiance et les investisseurs, à la recherche de rendements plus élevés, ont manifesté beaucoup d'intérêt pour ce produit.

Compte tenu de l'amélioration de la qualité du portefeuille de prêts et de l'amélioration générale des conditions du marché, nous avons réduit la réserve générale de 40 millions de dollars à chacun des trois premiers trimestres de l'exercice, ce qui porte le total des réductions depuis le début de l'exercice à 120 millions de dollars. La réserve générale, qui totalise 1 060 millions de dollars après ces réductions, demeure suffisante. Elle couvre toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des créances spécifiques. Le caractère suffisant et adéquat de la réserve générale continuera à faire l'objet d'un examen trimestriel, comme le stipulent les PCGR.

La réserve totale pour créances irrécouvrables, qui se chiffrait à 1 487 millions de dollars à la fin du trimestre, était constituée d'une réserve spécifique de 427 millions de dollars et d'une réserve générale de 1 060 millions de dollars. Elle était en baisse de 180 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre et de 304 millions comparativement à la fin de l'exercice 2003, grâce surtout à des radiations, à des ventes de prêts et aux réductions de la réserve générale. Nous considérons que la réserve totale pour créances irrécouvrables couvre entièrement les pertes de valeur à l'intérieur du portefeuille de prêts.

Les portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables, représentent toujours une partie importante de l'ensemble des prêts de BMO. Ces portefeuilles ont connu une croissance remarquable ces deux dernières années, passant de 73 % à 81 % du portefeuille global (abstraction faite des titres pris en pension). Cette évolution est due à nos efforts pour repositionner notre bilan au moyen d'actifs plus stables ainsi qu'à la forte croissance de nos portefeuilles de prêts hypothécaires.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 48 à 51 de son Rapport annuel 2003. Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement et du risque structurel de marché au cours du trimestre. Le risque de négociation et de prise ferme est généralement stable d'un trimestre à l'autre et nous demeurons en bonne position pour tirer parti de la volatilité des taux d'intérêt. Nos pratiques en matière de gestion des risques n'ont pas changé de façon importante au cours du trimestre.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO a diminué et s'établit maintenant à 9,44 %, alors qu'il était de 9,67 % à la fin du deuxième trimestre et de 9,55 % à la fin de 2003, mais il demeure nettement supérieur au minimum visé, qui est de 8 %. Le ratio du capital total s'établit à 11,19 %, alors qu'il était de 11,53 % à la fin du deuxième trimestre et de 12,09 % à la fin du dernier exercice. Le recul des ratios est principalement attribuable à la croissance des actifs pondérés en fonction des risques, qui découle en grande partie de la croissance des prêts du groupe Particuliers et entreprises. En outre, la réduction du ratio du capital total par rapport à la fin de l'exercice précédent reflète un changement dans le mode de calcul de ce ratio. En vertu de ce changement, entré en vigueur au premier trimestre du présent exercice, les investissements dans des sociétés d'assurances qui sont des filiales sont déduits du capital total.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 055 100 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, à un prix moyen de 53,25 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 162,7 millions de dollars. L'offre

publique de rachat dans le cours normal des activités de BMO, qui arrivait à échéance le 6 août 2004, a duré une année, au cours de laquelle 5 123 900 actions ont été rachetées à un prix moyen de 52,95 \$ l'action, ce qui représente une somme de 271,3 millions de dollars.

Le 6 août 2004, BMO a annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté son avis d'intention concernant une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Cet avis stipule que BMO peut racheter, sur le parquet de la Bourse de Toronto, jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires de la Banque de Montréal aux fins d'annulation, ce qui représente environ 3 % de ses actions ordinaires émises et en circulation. Les actions seront rachetées à leur valeur marchande, sur une base facultative, entre le 10 août 2004 et le 6 août 2005. Ce nouveau programme a été mis en œuvre dans le cadre des initiatives continues de gestion du capital de BMO.

Le 24 août 2004, BMO a annoncé une deuxième augmentation de son dividende trimestriel sur actions ordinaires cette année, ce qui haussait le versement trimestriel de 10 %, le faisant passer de 0,40 \$ à 0,44 \$ par action. Cette augmentation reflète la solide situation de notre capital et notre conviction que nous atteindrons ou dépasserons nos cibles pour l'exercice. Le dividende par action s'est accru de 26 % par rapport à l'an dernier.

De plus, le 24 août 2004, BMO a annoncé le rachat, le 30 septembre 2004, de ses actions privilégiées de catégorie B, série 3, d'une valeur de 400 millions de dollars, au prix de 25,50 \$ l'action, plus les dividendes déclarés et non payés. BMO a également l'intention de déposer un prospectus provisoire relativement à l'émission potentielle de titres de la Fiducie de capital, série D, soit une émission d'instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie.

Conventions comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2003 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. En outre, la note 2 à la page 21 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, qui sont joints au présent document, fournit des renseignements sur les changements apportés à certaines conventions comptables importantes depuis le 31 octobre 2003, notamment les changements qui découlent des nouvelles exigences relatives aux sources des PCGR.

Le Rapport annuel 2003 contient, en page 44, des explications sur certaines conventions comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modification future des conventions comptables

Nous prévoyons mettre en application la note d'orientation modifiée de l'Institut Canadien des Comptables Agréés sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) à compter du 1^{er} novembre 2004. Les EDDV de BMO comprennent nos entités de titrisation, nos entités de gestion de placements structurés de premier ordre, des fonds d'investissement et des fiducies personnelles dont nous gérons les actifs, nos entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé et les entités de titrisation des clients. La note 8 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 81 du Rapport annuel 2003 de BMO, fournit des renseignements sur nos EDDV. Au cours du premier trimestre, nous avons cédé nos droits dans nos titres adossés à des obligations à rendement élevé, sans incidence notable sur le revenu net.

Actuellement, notre analyse indique que les règles sur la consolidation stipulées dans la note d'orientation proposée ne s'appliqueront pas à nos entités de titrisation, à nos participations dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre, aux fonds d'investissement ni à certaines fiducies personnelles.

De plus, nous examinons la possibilité de restructurer nos ententes avec les entités de titrisation des clients avant le 1^{er} novembre 2004, afin que ces entités puissent correspondre aux critères de non-consolidation ainsi qu'aux critères de la comptabilité de couverture pour les instruments dérivés utilisés par ces entités. À la fin du trimestre, ces entités détenaient des actifs et des passifs d'une valeur approximative de 24 milliards de dollars et elles ont été consolidées le 31 janvier 2004 afin de déterminer les résultats de BMO selon les PCGR des États-Unis.

Au premier trimestre de l'exercice 2005, nous adopterons de nouvelles règles comptables concernant la répartition des instruments financiers entre passifs et capitaux propres. Ces nouvelles règles stipulent que certains instruments financiers qui sont susceptibles d'être convertis en actions ordinaires au gré de leurs détenteurs doivent être classés dans les passifs. Conformément aux nouvelles règles, nous prévoyons reclasser des actions privilégiées d'une valeur totale approximative de 450 millions de dollars (après rachat des actions privilégiées de catégorie B, série 3) dans les passifs. Nous prévoyons que ce changement comptable réduira le revenu net d'environ 20 millions de dollars en 2005 et au cours des exercices subséquents, en raison du reclassement de dividendes sur actions privilégiées dans les frais. Ce changement n'aura aucune incidence sur le résultat par action ni sur le revenu net afférent aux actions ordinaires puisque les dividendes sur actions privilégiées sont présentement déduits du revenu net pour l'établissement de ces mesures.

Nous étudions également l'applicabilité de nouvelles règles

comptables concernant les investissements de banques d'affaires, qui entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2004. En vertu de ces règles, ces investissements devront être comptabilisés selon la méthode de la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu. Actuellement, nous comptabilisons ces investissements comme des titres de placement.

Cote de crédit

La cote de crédit de BMO, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-), avec une perspective stable. Cette cote, que BMO partage avec une de ses concurrentes, est la meilleure des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3), avec une perspective stable. Une seule des six grandes banques canadiennes a une cote supérieure à celle de BMO. Les deux cotes de crédit s'appliquent à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2004, ainsi qu'une description de certaines de leurs réalisations.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Toutes les données comparatives sont reclassées pour tenir compte de ces transferts. La note 8 à la page 24 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Toutefois, pour le trimestre courant, une réduction de 39 millions de dollars au titre de la provision pour créances irrécouvrables a été créditée au groupe Services d'investissement relativement au recouvrement d'un prêt qui avait été radié en 2001. La provision spécifique pour créances irrécouvrables initiale liée à ce prêt avait été imputée au groupe Services d'investissement en 2001 et n'était pas, à ce moment, assujettie à notre méthode de la perte prévue.

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T3-2004					Cumul 2004				
	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise y compris Technologie et solutions	Total consolidé	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise y compris Technologie et solutions	Total consolidé
Revenu net d'intérêts (bic)	884	122	366	(70)	1 302	2 555	377	1 014	(124)	3 822
Revenu autre que d'intérêts	388	324	359	50	1 121	1 086	1 029	1 200	163	3 478
Revenu total (bic)	1 272	446	725	(20)	2 423	3 641	1 406	2 214	39	7 300
Provision pour créances irrécouvrables	77	-	5	(192)	(110)	228	1	94	(413)	(90)
Frais autres que d'intérêts	782	356	361	39	1 538	2 306	1 139	1 134	85	4 664
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	413	90	359	133	995	1 107	266	986	367	2 726
Impôts sur les bénéfices (bic)	141	31	123	32	327	378	89	327	100	894
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	14	14	1	-	-	43	44
Revenu net - T3-2004	272	59	236	87	654	728	177	659	224	1 788
Revenu net - T2-2004	210	63	212	117	602					
Revenu net - T3-2003	246	39	188	31	504	684	100	534	(6)	1 312

Autres statistiques

Profit économique net	166	28	110	n.s.	339	412	84	279	n.s.	879
Rendement des capitaux propres	26,4 %	14,9 %	20,3 %	n.s.	21,0 %	23,7 %	14,9 %	18,9 %	n.s.	20,0 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	27,3 %	17,8 %	20,5 %	n.s.	21,7 %	24,5 %	17,8 %	19,0 %	n.s.	20,6 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	61,5 %	80,1 %	49,7 %	n.s.	63,5 %	63,3 %	81,0 %	51,2 %	n.s.	63,9 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	60,7 %	76,6 %	49,5 %	n.s.	62,4 %	62,5 %	77,6 %	51,1 %	n.s.	62,8 %
Marge nette d'intérêts (bic)	2,91 %	8,87 %	1,04 %	n.s.	1,92 %	2,90 %	9,45 %	0,94 %	n.s.	1,88 %
Capital-actions ordinaire moyen	3 934	1 536	4 382	2 151	12 003	3 934	1 536	4 382	1 723	11 575
Actif moyen (en milliards de dollars)	121,0	5,4	139,7	4,3	270,4	117,6	5,3	144,8	4,0	271,7
Effectif - équivalent de durée normale	19 851	5 418	2 119	6 757	34 145					

n.s. - non significatif

Groupe Particuliers et entreprises

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T3-2004	Augmentation/(Diminution) c. T3-2003		Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu net d'intérêts (bic)	884	55	7 %	50	6 %	2 555	86	4 %
Revenu autre que d'intérêts	388	2	1 %	63	19 %	1 086	(25)	(2 %)
Revenu total (bic)	1 272	57	5 %	113	10 %	3 641	61	2 %
Provision pour créances irrécouvrables	77	2	2 %	2	1 %	228	2	1 %
Frais autres que d'intérêts	782	24	3 %	19	2 %	2 306	10	-
Revenu avant impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	413	31	9 %	92	29 %	1 107	49	5 %
Impôts sur les bénéficiaires (bic)	141	7	7 %	30	29 %	378	8	2 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	(2)	(+100 %)	-	-	1	(3)	(68 %)
Revenu net	272	26	10 %	62	29 %	728	44	6 %
Amortissement d'actifs incorporels (après impôts)	8	1	17 %	(1)	-	24	1	5 %
Revenu net avant amortissement	280	27	11 %	61	28 %	752	45	6 %
Rendement des capitaux propres	26,4 %		2,7 %		5,7 %	23,7 %		1,5 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	27,3 %		2,8 %		5,8 %	24,5 %		1,5 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	61,5 %		(1,0 %)		(4,3 %)	63,3 %		(0,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	60,7 %		(1,2 %)		(4,3 %)	62,5 %		(1,0 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,91 %		(0,06 %)		0,02 %	2,90 %		(0,13 %)
Actif moyen	121 004	10 490	9 %	3 810	3 %	117 586	8 781	8 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net pour le troisième trimestre de 2004, qui s'est établi à 272 millions de dollars, a augmenté de 26 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'an dernier. La croissance du revenu liée au volume des transactions a plus que contrebalancé l'incidence de la réduction des marges nettes d'intérêts et de la hausse des frais autres que d'intérêts.

Comparativement au deuxième trimestre, le revenu net a augmenté de 62 millions de dollars, ou de 29 %, la hausse du revenu ayant largement neutralisé l'augmentation des frais. Au cours du deuxième trimestre, un montant de 51 millions de dollars (33 millions après impôts) a été imputé aux frais de services de cartes, ce qui a entraîné une diminution du revenu autre que d'intérêts. Depuis le début de l'exercice, le revenu net a augmenté de 44 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à la même période en 2003, grâce à une hausse du revenu et à une baisse du taux d'imposition sur les bénéficiaires, ce qui a plus que contrebalancé l'augmentation des frais. Abstraction faite du rajustement des frais de services de cartes survenu au deuxième trimestre, le revenu net depuis le début de l'exercice a crû de 77 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à l'an dernier.

Le revenu pour le trimestre a augmenté de 57 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 1 272 millions de dollars. Au Canada, le volume des prêts hypothécaires, des prêts personnels et des dépôts de particuliers et d'entreprises a connu une forte croissance. Ces augmentations ont plus que neutralisé l'incidence de la réduction des marges nettes d'intérêts, qui continuent d'être affaiblies par l'évolution des préférences des clients vers les produits à faible marge ainsi que par les pressions exercées par la concurrence dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Aux États-Unis, la croissance des volumes des prêts et des dépôts a plus que contrebalancé les effets de la réduction des marges nettes d'intérêts et de la dépréciation du dollar américain.

Le revenu a augmenté de 113 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au deuxième trimestre, en hausse tant au Canada qu'aux États-Unis. Au deuxième trimestre, le rajustement des frais de cartes de crédit et le fait que le trimestre comptait deux jours civils de moins avaient eu un effet à la baisse sur le revenu. Au Canada, la croissance du revenu est également attribuable à la forte augmentation des volumes et à une légère hausse des marges nettes d'intérêts résultant des activités non principales du secteur commercial. Aux États-Unis, l'effet de la croissance des volumes et des acquisitions d'entreprises a été partiellement annulé par la réduction des

marges nettes d'intérêts. Cette réduction s'explique en grande partie par l'acquisition d'actifs à plus faible rendement. Depuis le début de l'exercice, le revenu a augmenté de 61 millions de dollars, ou de 2 %. La forte croissance des volumes a plus que neutralisé l'incidence de la réduction des marges nettes d'intérêts, du rajustement des frais de services de cartes de crédit et de la dépréciation du dollar américain. Si l'on exclut le rajustement des frais de services de cartes de crédit, l'augmentation du revenu aurait été de 112 millions de dollars, ou de 3 %, depuis le début de l'exercice.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'an dernier, pour s'établir à 782 millions de dollars, en raison d'acquisitions d'entreprises aux États-Unis et de la hausse des frais de personnel. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre, les coûts ayant augmenté tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, l'augmentation est imputable à une hausse des frais liés au personnel, notamment l'incidence des augmentations salariales annuelles, et au fait que le troisième trimestre compte deux jours civils de plus. Aux États-Unis, l'augmentation s'explique par les acquisitions d'entreprises. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 2 306 millions de dollars, en hausse de 10 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Au Canada, l'augmentation traduit principalement la hausse des frais liés au personnel ainsi que l'augmentation des frais relatifs aux initiatives, partiellement compensées par l'incidence de la modification comptable apportée en 2004 visant à capitaliser certains frais liés au développement interne de logiciels. Aux États-Unis, l'augmentation est imputable aux frais liés au personnel, aux acquisitions et à l'ouverture de nouvelles succursales, frais qui ont été partiellement contrebalancés par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Au cours du trimestre, le ratio de productivité du groupe a augmenté de 100 points de base par rapport à l'an dernier et de 430 points de base par rapport au deuxième trimestre, pour s'établir à 61,5 %. Depuis le début de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 80 points de base par rapport à l'an dernier. Si l'on exclut le rajustement des frais de services de cartes de crédit au deuxième trimestre, le ratio de productivité s'est amélioré de 150 points de base par rapport au deuxième trimestre et de 170 points de base depuis le début de l'exercice. Le ratio de productivité avant amortissement a progressé de 100 points de base depuis le début de l'exercice mais,

abstraction faite du rajustement des frais de services de cartes de crédit, le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 150 points de base par rapport au deuxième trimestre et de 180 points de base depuis le début de l'exercice. Ces améliorations ont été constatées en dépit de l'incidence des acquisitions d'entreprises.

La part du revenu net tiré des activités aux États-Unis a représenté 11 % du revenu net total du groupe Particuliers et entreprises au troisième trimestre, comparativement à 10 % l'an dernier et à 12 % au deuxième trimestre. Depuis le début de l'exercice, le revenu net tiré des activités aux États-Unis a représenté 11 % du revenu net du groupe, contre 10 % l'an dernier.

Les Services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe Particuliers et en-

treprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il fait état de l'inclusion de revenus de 140 millions de dollars provenant des moyennes entreprises et d'un revenu net de 57 millions de dollars aux résultats des États-Unis pour le trimestre ainsi que de l'inclusion de revenus de 415 millions de dollars et d'un revenu net de 153 millions de dollars au cumul annuel.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 26 % du revenu net du groupe pour le trimestre et 27 % depuis le début de l'exercice, comparativement à 11 % dans les présents états financiers, et le revenu des activités aux États-Unis représenterait 26 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 17 % dans les présents états financiers. Le rendement total des capitaux propres, après inclusion des services bancaires aux entreprises aux États-Unis, s'élèverait à 26,7 % pour le trimestre, comparativement à 26,4 % dans les présents états financiers, et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu s'établirait à 58,6 %, par rapport à 61,5 % dans les présents états financiers.

Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T3-2004	Augmentation/(Diminution) c. T3-2003		Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Canada - revenu	1 050	38	4 %	103	11 %	3 001	33	1 %
États-Unis - revenu	362	17	5 %	8	3 %	1 055	10	1 %
Revenu total (bic)	1 412	55	4 %	111	8 %	4 056	43	1 %
Canada - revenu net	244	22	10 %	60	31 %	646	29	5 %
États-Unis - revenu net	85	6	8 %	8	12 %	235	10	4 %
Revenu net total	329	28	9 %	68	26 %	881	39	5 %
Canada - rendement des capitaux propres	31,0 %		0,4 %		7,1 %	27,6 %		(1,0 %)
États-Unis - rendement des capitaux propres	19,0 %		5,1 %		1,8 %	17,4 %		4,2 %
Rendement total des capitaux propres	26,7 %		3,4 %		5,2 %	23,9 %		2,0 %
Canada - ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	58,7 %		(1,0 %)		(4,9 %)	60,9 %		(0,5 %)
États-Unis - ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	58,3 %		1,5 %		0,5 %	58,1 %		(0,6 %)
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu	58,6 %		(0,3 %)		(3,5 %)	60,2 %		(0,5 %)

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 ainsi que le contexte d'exploitation étaient décrits aux pages 28 à 32 du Rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite des objectifs en 2004 figurent ci-dessous.

- Le groupe a affiché une forte croissance au Canada où les prêts et les acceptations, compte tenu de l'effet cumulatif des opérations de titrisation, ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou de 7,1 %, par rapport au troisième trimestre de 2003, et de 2 milliards de dollars, ou de 2,5 %, par rapport au deuxième trimestre de 2004. Les dépôts de particuliers et d'entreprises ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou de 10,8 %, comparativement à l'an dernier et de 2 milliards de dollars, ou de 4,9 %, par rapport au deuxième trimestre.
- Au Canada, d'après les données les plus récentes sur la part du marché des prêts de moins de 5 millions de dollars aux petites entreprises, BMO se classe toujours au deuxième rang. Notre part de ce marché s'est accrue de 8 points de base par rapport au deuxième trimestre de 2004 pour s'établir à 19,31 %, mais elle s'est contractée de 51 points de base par rapport à la même période l'an dernier. La hausse par rapport au deuxième trimestre est attribuable aux bons résultats obtenus dans les secteurs des services bancaires aux petites et aux moyennes entreprises. La part du marché des prêts personnels (compte non tenu des cartes de crédit) a connu une hausse de 10 points de base par rapport au deuxième trimestre pour s'établir à 11,59 %, mais accuse une baisse de 63 points de base par rapport à la même période l'an dernier. L'augmentation par rapport au deuxième trimestre résulte d'une amélioration de notre positionnement concurrentiel. Bien que le volume des prêts hypothécaires à l'habitation ait en-

registré une forte croissance, la part de marché de BMO a diminué de 5 points de base comparativement au deuxième trimestre de 2004 et de 6 points de base par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 14,43 %, en raison d'une vive concurrence des prix. La part du marché des dépôts de particuliers a perdu 18 points de base par rapport au troisième trimestre de 2003 et 12 points de base par rapport au deuxième trimestre, pour s'établir à 13,23 %. Les reclassements effectués par les concurrents ont eu une incidence sur toutes les comparaisons entre exercices.

- Le 3 mai, la carte MasterCard Mosaik BMO a donné le coup d'envoi officiel à son partenariat avec WestJet AirMiles Ltd. (WestJet) et le Groupe Loyalty. La carte comporte une nouvelle option WestJet Or 1/15 \$, et les options AIR MILES Bronze et Argent existantes incluent désormais de nouveaux avantages offerts par WestJet aux titulaires actuels de la carte, sans frais supplémentaires. Les progrès observés au cours des trois premiers mois du programme correspondaient aux prévisions.
- La version 1.1 de Connexion BMO a été installée à l'intention du personnel de première ligne des succursales, des Services bancaires en magasin, des groupes de soutien et des services de vente spécialisée à l'échelle du Canada. Le programme plurianuel Connexion BMO procure aux employés qui traitent directement avec les clients ou offrent un soutien à la clientèle un outil de bout en bout, intégré et convivial, leur permettant d'effectuer des ventes et de servir les particuliers et les entreprises. La version 1.1 fournit à notre personnel de vente un portail spécifique ainsi que l'accès à Optimizer, notre programme de gestion des relations avec la clientèle et d'aide à la décision. Les occasions de vente, les indications de clients et les demandes de service peuvent désormais être établies, gérées et suivies aux postes de

travail des employés; elles peuvent également être partagées entre tous les employés de première ligne et ceux des Centres contact-client qui utilisent Optimizer.

- BMO Banque de Montréal et les Services Financiers Canadian Tire ont annoncé le lancement d'une nouvelle carte MasterCard Canadian Tire destinée aux entreprises, qui sera distribuée par l'intermédiaire des magasins Canadian Tire. Les entreprises clientes bénéficieront des avantages de la carte MasterCard pour entreprise de BMO Banque de Montréal en plus des avantages exclusifs de Canadian Tire : rapports comptables détaillés en ligne, gestion des dépenses, rabais exclusifs sur l'essence et remises en espèces de Canadian Tire.
- Aux États-Unis, sous l'effet de la forte augmentation des prêts à la consommation, notre portefeuille de prêts s'est accru de 1,9 milliard de dollars américains, ou de 18 %, par rapport à l'an dernier.

- Les Services bancaires Harris région de Chicago ont conclu l'acquisition de la New Lenox State Bank le 1^{er} juin, ce qui a permis d'ajouter huit succursales à notre réseau américain, qui en compte maintenant 163. Avec les cinq succursales supplémentaires à service complet que nous prévoyons ouvrir au quatrième trimestre, le réseau devrait compter 168 succursales d'ici la fin de l'exercice.
- Les Services bancaires Harris région de Chicago ont lancé une nouvelle stratégie de marchandisage dans les succursales récemment ouvertes, comprenant plusieurs éléments nouveaux, notamment un présentoir d'accueil, un poste de services de conciergerie, un babillard communautaire, de la documentation sur les produits et les marques, ainsi que du matériel de promotion aux caisses.

Groupe Gestion privée

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T3-2004	Augmentation/(Diminution) c. T3-2003		Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu net d'intérêts (bic)	122	(13)	(10 %)	(3)	(3 %)	377	(30)	(7 %)
Revenu autre que d'intérêts	324	21	7 %	(41)	(11 %)	1 029	152	17 %
Revenu (bic)	446	8	2 %	(44)	(9 %)	1 406	122	10 %
Provision pour créances irrécouvrables	-	-	-	(1)	-	1	(1)	(16 %)
Frais autres que d'intérêts	356	(20)	(5 %)	(35)	(9 %)	1 139	14	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	90	28	42 %	(8)	(11 %)	266	109	69 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	31	8	22 %	(4)	(20 %)	89	32	54 %
Revenu net	59	20	54 %	(4)	(6 %)	177	77	77 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	11	-	-	-	-	33	(4)	(10 %)
Revenu net avant amortissement	70	20	41 %	(4)	(4 %)	210	73	53 %
Rendement des capitaux propres	14,9 %		6,2 %		(1,3 %)	14,9 %		7,4 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	17,8 %		6,4 %		(1,2 %)	17,8 %		7,4 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	80,1 %		(5,7 %)		0,4 %	81,0 %		(6,6 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	76,6 %		(5,0 %)		0,1 %	77,6 %		(5,3 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	8,87 %		(1,82 %)		(0,48 %)	9,45 %		(0,76 %)
Actif moyen	5 448	451	9 %	10	-	5 332	1	-

Analyse des résultats financiers

Le revenu net, qui s'établit à 59 millions de dollars, a progressé de 20 millions de dollars, ou de 54 %, par rapport au troisième trimestre de 2003. Cette croissance s'explique par l'augmentation des revenus de commissions conjuguée aux effets positifs des mesures de réduction des coûts. Par rapport au deuxième trimestre de 2004, le revenu net a diminué de 4 millions de dollars, ou de 6 %, en raison principalement de la baisse des revenus de commissions. Depuis le début de l'exercice, le revenu net s'est accru de 77 millions de dollars, ou de 77 %, par rapport à la période comparable de 2003.

Le revenu a augmenté de 8 millions de dollars par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 446 millions de dollars, l'accroissement du revenu autre que d'intérêts ayant plus que compensé la diminution du revenu net d'intérêts. Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 21 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des revenus de commissions. Les mesures productrices de revenu ciblées et le regain de vigueur des marchés boursiers ont fait augmenter l'actif sous gestion, important facteur qui influe sur les revenus de commissions. La baisse de 13 millions de dollars du revenu net d'intérêts s'explique essentiellement par la diminution de la marge nette d'intérêts en ce qui a trait aux produits à terme. Par rapport au deuxième trimestre, le revenu a diminué de 44 millions de dollars, ou de 9 %, la mollesse du marché ayant eu une incidence sur les transactions effectuées par les clients. Depuis le début de l'exercice, il s'est accru de 122 millions de dollars, ou de 10 %. L'amélioration est attribuable à l'augmentation des revenus de commissions sous l'effet du succès des mesures productrices de revenu et du redressement des données fondamentales des marchés.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 356 millions de dollars, en baisse de 20 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier et de 35 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au deuxième trimestre, le groupe ayant poursuivi ses efforts visant à améliorer la productivité grâce à la compression soutenue des coûts. La diminution des coûts de la rémunération liée au rendement a également contribué à la réduction des frais par rapport au trimestre précédent. Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 570 points de base depuis un an, mais il a augmenté de 40 points de base par rapport au deuxième trimestre. Depuis le début de l'exercice, les frais ont augmenté de 14 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport à la période comparable de 2003, tandis que le ratio de productivité s'est amélioré de 660 points de base et le ratio de productivité avant amortissement, de 530 points de base.

La perte nette enregistrée sur nos activités aux États-Unis s'est chiffrée à 3 millions de dollars au troisième trimestre, soit une amélioration de 3 millions de dollars comparativement à la même période de l'exercice précédent. Le revenu net avant amortissement s'est établi à 8 millions de dollars. Le ratio de productivité avant amortissement de nos activités aux États-Unis s'est amélioré de 170 points de base par rapport au troisième trimestre de 2003, grâce à la croissance modérée du revenu et aux mesures de réduction des coûts. Depuis le début de l'exercice, la perte nette enregistrée sur nos activités aux États-Unis se situe à 4 millions de dollars, comparativement à 35 millions de dollars l'an dernier et le revenu net avant amortissement se chiffre à 27 millions de dollars, par rapport à zéro l'an dernier. Cette amélioration s'explique par la croissance des revenus de commissions, la légère augmentation du revenu net d'intérêts et les effets positifs des mesures de réduction des coûts.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 et le contexte d'exploitation étaient décrits à la page 33 du Rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite des objectifs de 2004 figurent ci-dessous.

- L'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, totalise 283 milliards de dollars, en hausse de 1 % par rapport au troisième trimestre de 2003, ou de 8 % abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur l'actif américain et du retrait d'actifs liés à la cessation de la garde intermédiaire de titres pour un client au premier trimestre. Les revenus tirés de ces services de garde intermédiaire de titres étaient minimes. L'actif sous gestion du groupe s'est accru de 13 % par rapport à l'an dernier, ou de 17 % si l'on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur l'actif américain.
- L'actif des services de placement traditionnels a augmenté de 10 % sur 12 mois, pour s'établir à 72 milliards de dollars, et l'actif

des services de placement en direct en Amérique du Nord s'est chiffré à 48 milliards de dollars, en hausse de 3,5 %.

- Les services de placement en direct du groupe continuent de se distinguer dans les principaux sondages réalisés au sein du secteur. Dans son sondage sur les courtiers en ligne, la revue SmartMoney a classé Harrisdirect au premier rang en ce qui a trait au service à la clientèle. Pour sa part, BMO Ligne d'action est arrivée en tête des services de courtage en ligne pour la cinquième fois de suite, selon Watchfire GomezPro.
- Le rendement annuel pondéré en fonction de l'actif des fonds du Groupe de Fonds Guardian s'est établi à 9,7 % pour la période de trois ans terminée le 31 juillet 2004, comparativement à 3,1 % pour l'ensemble du secteur canadien des fonds communs de placement.
- BMO Fonds d'investissement a réalisé des ventes nettes supérieures à celles des six grandes banques au troisième trimestre, la croissance de ses ventes nettes ayant dépassé la moyenne du secteur.

Groupe Services d'investissement

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T3-2004	Augmentation/(Diminution) c. T3-2003		Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu (bic)	725	61	9 %	(29)	(4 %)	2 214	225	11 %
Provision pour créances irrécouvrables	5	(53)	(90 %)	(40)	(88 %)	94	(80)	(46 %)
Frais autres que d'intérêts	361	23	7 %	(25)	(7 %)	1 134	92	9 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	359	91	34 %	36	11 %	986	213	27 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	123	43	52 %	12	11 %	327	88	36 %
Revenu net	236	48	26 %	24	11 %	659	125	24 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	2	2	100 %	2	100 %	2	2	100 %
Revenu net avant amortissement	238	50	27 %	26	12 %	661	127	24 %
Rendement des capitaux propres	20,3 %		5,4 %		1,8 %	18,9 %		4,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,5 %		5,6 %		2,0 %	19,0 %		4,8 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	49,7 %		(1,3 %)		(1,6 %)	51,2 %		(1,2 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement	49,5 %		(1,5 %)		(1,8 %)	51,1 %		(1,3 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	1,04 %		0,19 %		0,19 %	0,94 %		(0,02 %)
Actif moyen	139 749	(9 640)	(6 %)	(10 553)	(7 %)	144 811	161	-

Analyse des résultats financiers

Le revenu net a atteint la somme record de 236 millions de dollars au troisième trimestre de 2004, en hausse de 48 millions de dollars, ou de 26 %, par rapport à l'an dernier. Cette hausse est attribuable à la croissance des revenus et à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables. Le revenu net a augmenté de 24 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au deuxième trimestre, en raison de la baisse des frais et de la provision pour créances irrécouvrables. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, le revenu net se chiffre à 659 millions de dollars, en hausse de 125 millions de dollars, ou de 24 %. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des revenus et la réduction de la provision pour créances irrécouvrables.

Les résultats du troisième trimestre s'expliquent par des recouvrements au comptant de prêts précédemment radiés ou classés comme douteux, ce qui a eu pour effet de réduire la provision pour créances irrécouvrables et d'accroître les revenus. Au troisième trimestre de 2003, la baisse du taux d'imposition réel avait contribué à l'amélioration des résultats.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue de BMO, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées

pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Toutefois, pour le trimestre courant, une réduction de 39 millions de dollars au titre de la provision pour créances irrécouvrables a été créditée au groupe Services d'investissement relativement au recouvrement d'un prêt qui avait été radié en 2001. La provision spécifique pour créances irrécouvrables initiale liée à ce prêt avait été imputée au groupe Services d'investissement en 2001 et n'était pas, à ce moment, assujettie à notre méthode de la perte prévue.

Pour le troisième trimestre, le revenu s'est établi à 725 millions de dollars, en hausse de 61 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à plusieurs facteurs : les recouvrements au comptant mentionnés précédemment, l'intensification des activités de montage de financement par actions et des activités de fusions et acquisitions, et l'amélioration des revenus de commissions, par suite de l'inclusion des revenus de Harris Nesbitt Gerard (HNG). Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par le fléchissement des revenus de négociation sous l'effet de la réduction des activités des clients, de la baisse du volume des prêts aux grandes entreprises, du rétrécissement des marges dans nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt et de l'affaiblissement du dollar américain.

Le revenu a diminué de 29 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au deuxième trimestre, en raison de la baisse des commissions de montage, du fléchissement des revenus de négociation sous l'effet de la baisse des activités des clients et du rétrécissement des marges dans nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt. Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par les recouvrements au comptant mentionnés précédemment et les gains nets sur titres de placement des Opérations de banque d'affaires. Au deuxième trimestre, l'augmentation des gains nets sur titres de placement avait été en grande partie annulée par les frais d'intérêts découlant du dénouement au deuxième trimestre de contrats de couverture liés à la vente de titres à revenu fixe.

Depuis le début de l'exercice, le revenu s'est accru de 225 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à l'an dernier, grâce aux gains sur titres de placement, à l'inclusion de HNG, aux recouvrements au comptant de prêts précédemment radiés ou classés comme douteux et à l'amélioration des revenus de commissions et de prise ferme. Les revenus de négociation ont également augmenté en raison de la volatilité accrue du marché. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par la réduction du revenu provenant des activités liées aux fusions et acquisitions, la baisse du volume des prêts aux grandes entreprises et le rétrécissement des marges dans nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 361 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 23 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier. La hausse est imputable à l'inclusion des frais de HNG et à l'augmentation de la rémunération liée au rendement, qui a été en partie annulée par l'effet de l'affaiblissement du dollar américain. Ces mêmes facteurs expliquent l'augmentation des frais depuis le début de l'exercice, en hausse de 92 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à l'an dernier. Les frais du troisième trimestre ont diminué de 25 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des coûts de la rémunération liée au rendement.

Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 130 points de base par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 49,7 %, la croissance du revenu ayant dépassé celle des frais. Le ratio s'est amélioré de 160 points de base comparativement au deuxième trimestre. Depuis le début de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 120 points de base, pour s'établir à 51,2 %.

La part du revenu net provenant des États-Unis représentait 50 % du revenu net du groupe pour le trimestre, par rapport à 36 % l'an dernier et à 41 % au deuxième trimestre. Cette amélioration est attribuable à la provision pour créances irrécouvrables plus favorable et aux intérêts perçus sur les prêts précédemment radiés ou classés comme douteux. L'affaiblissement du dollar américain continue d'amenuiser la part du revenu net provenant des États-Unis.

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. Au troisième trimestre, le portefeuille des moyennes entreprises a produit 19 % du revenu total du groupe et 40 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les unités des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par le groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe Particuliers et entreprises sont présentés dans la section correspondante du Rapport de gestion, à la page 12.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 et le contexte d'exploitation étaient décrits aux pages 36 à 39 du Rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre dans la poursuite des objectifs de 2004 figurent ci-dessous.

- Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a participé à 92 transactions portant sur des titres de créance et de participation canadiens, réunissant 15 milliards de dollars. La maison de courtage s'est classée première dans le domaine des fusions et acquisitions au Canada, fournissant des services-conseils à l'égard de six transactions de fusion et acquisition annoncées au Canada, dont le projet de fusion de Molson Inc. et de Coors évalué à 4,2 milliards de dollars; l'acquisition de Prima Energy Corp. par Petro-Canada; l'achat par la Caisse de dépôt et placement de Noverco Inc. appartenant à Hydro-Québec; l'achat par MI Development Inc. de Magna Entertainment; l'acquisition par Paramount Energy Trust de propriétés gazières d'Encana Corp.; et l'achat de Breitburn Energy Co. LLC par Provident Energy Trust Inc.
- Au cours du trimestre, Harris Nesbitt a agi comme co-chef de file dans le cadre de quatre premiers appels publics à l'épargne dans les secteurs des biens de consommation, des soins de santé et de la technologie, totalisant près de 2 milliards de dollars américains, le plus important appel public ayant été celui de Freescale (Motorola). Parmi les autres transactions, mentionnons deux offres subséquentes d'actions totalisant environ 150 millions de dollars américains. Les activités liées aux fusions et acquisitions comprenaient notamment des transactions dans les secteurs de l'alimentation, des biens de consommation, de l'énergie et de la technologie. Harris Nesbitt a également mené à terme deux placements privés dans les secteurs des produits industriels et de la technologie, totalisant plus de 275 millions de dollars américains.
- Le groupe Énergie et électricité de l'équipe Recherche sur les actions de Harris Nesbitt a entrepris l'analyse du secteur de l'exploration et de la production au cours du trimestre. En mai, Harris Nesbitt a présenté la première conférence à l'intention des investisseurs dans les secteurs du voyage, de l'hébergement et du jeu.
- Harris Nesbitt continue d'obtenir de nouveaux mandats et de conclure un nombre important de transactions. Nous avons accru notre visibilité dans le secteur de l'alimentation et le milieu des investisseurs en capital lorsque nous avons servi de conseiller financier auprès de la Deutsche Lufthansa AG dans le cadre de la vente de sa filiale de services alimentaires destinés aux entreprises autres que celles du transport aérien, Chef Solutions Inc., à Questor Management LLC.
- Le secteur du crédit de Couverture des commanditaires financiers de Harris Nesbitt a accordé des facilités de crédit garanties de premier rang entièrement souscrites afin de soutenir l'acquisition par Linsalata Capital Partners de U-Line Corporation et de financer les besoins constants en fonds de roulement de Linsalata. Le groupe est également l'agent administratif pour les facilités de crédit consortiales garanties de premier rang de 50 millions de dollars américains et fournit des produits et services connexes à la société. Couverture des commanditaires financiers compte une équipe de placement et de services bancaires aux grandes entreprises qui offre des solutions de financement à valeur ajoutée au secteur du capital investissement.
- Le groupe Immobilier et construction de Harris Nesbitt, par l'intermédiaire de son secteur du crédit, a décroché le rôle de coarrangeur et de coresponsable des livres dans la syndication de la nouvelle marge de crédit renouvelable garantie de premier rang de Tetra Tech, Inc. se chiffrant à 235 millions de dollars américains.
- L'équipe Titrisation aux États-Unis a franchi une étape importante en menant à terme la première émission de Pooled Investment Notes Capital, LLC (PIN Capital), entité qui détient les billets à moyen terme adossés à des créances mobilières administrées par l'équipe Titrisation aux États-Unis. Les billets de série 2004-1 de PIN Capital, cotés AAA, ont financé la titrisation de 109 millions de dollars d'un portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation productifs.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T3-2004	Augmentation/(Diminution) c. T3-2003		Augmentation/(Diminution) c. T2-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu (bic)	(20)	(37)	(+100 %)	(93)	(+100 %)	39	32	+100 %
Provision pour créances irrécouvrables	(192)	(149)	(+100 %)	(76)	(67 %)	(413)	(371)	(+100 %)
Frais autres que d'intérêts	39	26	+100 %	14	60 %	85	6	8 %
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	133	86	+100 %	(31)	(18 %)	367	397	+100 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	32	30	+100 %	-	-	100	168	+100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	-	-	(1)	-	43	(1)	(4 %)
Revenu net	87	56	+100 %	(30)	(25 %)	224	230	+100 %

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les entités qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing, les ressources humaines et l'apprentissage. Les Services d'entreprise gèrent aussi les revenus et les frais liés à certaines opérations de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même que les activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Technologie et solutions

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion, le soutien et la direction des services de technologie de l'information, une capacité de traitement, des services d'impartition ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et adopte des normes communes en matière d'infrastructure et de service dans le but de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficacité des opérations.

Analyse des résultats financiers

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise aux fins de la présentation de l'information. Les coûts des services fournis par le groupe sont transférés aux groupes clients (PE, GP et SI) et seuls les écarts relativement mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise.

Le revenu net au troisième trimestre s'est chiffré à 87 millions de dollars, en hausse de 56 millions de dollars, ou de 177 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'amélioration s'explique par la diminution de 149 millions de dollars de la provision pour pertes irrécouvrables, partiellement contrebalancée par la baisse des revenus de placement nets dans un contexte marqué par la faiblesse persistante des taux d'intérêt.

Le revenu net a diminué de 30 millions de dollars, ou de 25 %, comparativement au deuxième trimestre, la diminution de la provision pour créances irrécouvrables ayant été plus que neutralisée

par la baisse des revenus de placement nets, la réduction des gains à la conversion des devises, la hausse des frais et les avantages fiscaux proportionnellement moins élevés.

Le revenu net s'est établi à 224 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, comparativement à une perte de 6 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. L'amélioration reflète la diminution de la provision pour créances irrécouvrables ainsi que l'augmentation des gains nets sur titres de placement et des gains à la conversion des devises, partiellement contrebalancées par des avantages fiscaux proportionnellement moins élevés en 2004.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Toutefois, pour le trimestre courant, une réduction de 39 millions de dollars au titre de la provision pour créances irrécouvrables a été créditée au groupe Services d'investissement relativement au recouvrement d'un prêt qui avait été radié en 2001. La provision spécifique pour créances irrécouvrables initiale liée à ce prêt avait été imputée au groupe Services d'investissement en 2001 et n'était pas, à ce moment, assujettie à notre méthode de la perte prévue.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Le groupe Technologie et solutions vise à améliorer la rentabilité en appliquant la technologie et les processus les plus efficaces et les plus efficaces au sein de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du troisième trimestre de 2004 attribuables au groupe Technologie et solutions figurent ci-dessous.

- En mai, BMO Achats en ligne a été lancé au sein de Nesbitt Burns Canada, ce qui a permis d'étendre la portée de ce programme d'achat à l'ensemble de BMO, de Harris et de Nesbitt Burns. Près de 20 000 employés peuvent effectuer des achats et soumettre leurs demandes de remboursement en ligne. Celles-ci sont ensuite approuvées en ligne et les remboursements sont transmis par voie électronique. Des économies annuelles de plus de 3 millions de dollars sont prévues grâce à la réduction du nombre de demandes de remboursement sur support papier ainsi qu'à l'amélioration de l'accès à l'information relative à la gestion des dépenses.

États financiers consolidés

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le		
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts (note 2)	1 693 \$	1 639 \$	1 715 \$	1 708 \$	1 773 \$	5 047 \$	5 262 \$
Valeurs mobilières	363	354	392	389	411	1 109	1 212
Dépôts à d'autres banques	114	115	105	98	83	334	258
	2 170	2 108	2 212	2 195	2 267	6 490	6 732
Frais d'intérêts							
Dépôts	652	692	721	725	770	2 065	2 232
Dettes subordonnées	48	47	50	54	56	145	181
Autres passifs	200	183	184	179	218	567	657
	900	922	955	958	1 044	2 777	3 070
Revenu net d'intérêts	1 270	1 186	1 257	1 237	1 223	3 713	3 662
Provision pour créances irrécouvrables (note 3)	(110)	5	15	95	90	(90)	360
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 380	1 181	1 242	1 142	1 133	3 803	3 302
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	242	301	271	259	228	814	635
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	188	184	187	194	194	559	562
Revenus de négociation (note 2)	59	69	50	52	78	178	223
Commissions sur prêts	89	70	77	75	73	236	218
Frais de services de cartes (note 2)	81	28	79	88	79	188	202
Gestion de placements et garde de titres	81	76	75	75	75	232	228
Revenus tirés de fonds d'investissement	98	96	88	84	80	282	237
Revenus de titrisation	46	45	43	56	54	134	188
Commissions de prise ferme et de consultation	73	104	87	66	69	264	202
Gains (pertes) sur titres de placement	5	93	40	8	12	138	(49)
Revenus de change autres que de négociation	39	53	40	43	45	132	117
Revenus d'assurance	37	34	31	31	31	102	93
Autres revenus	83	98	38	101	66	219	232
	1 121	1 251	1 106	1 132	1 084	3 478	3 088
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 501	2 432	2 348	2 274	2 217	7 281	6 390
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (notes 2 et 5)	919	935	953	943	869	2 807	2 635
Bureaux et matériel	311	315	302	321	301	928	943
Amortissement des actifs incorporels	27	26	26	23	26	79	82
Autres frais	281	289	280	258	289	850	882
Total des frais autres que d'intérêts	1 538	1 565	1 561	1 545	1 485	4 664	4 542
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	963	867	787	729	732	2 617	1 848
Impôts sur les bénéfices	295	250	240	200	212	785	488
	668	617	547	529	520	1 832	1 360
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	15	15	16	16	44	48
Revenu net	654 \$	602 \$	532 \$	513 \$	504 \$	1 788 \$	1 312 \$
Dividendes sur actions privilégiées	20 \$	20 \$	19 \$	20 \$	21 \$	59 \$	62 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	634 \$	582 \$	513 \$	493 \$	483 \$	1 729 \$	1 250 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	502 177	502 619	501 218	498 934	496 830	501 999	495 289
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	514 800	516 430	515 683	511 151	507 156	515 632	505 628
Résultats par action (en dollars canadiens)							
De base	1,27 \$	1,16 \$	1,02 \$	0,99 \$	0,97 \$	3,45 \$	2,52 \$
Dilué	1,24	1,12	1,00	0,97	0,95	3,36	2,47
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,40	0,40	0,35	0,35	0,33	1,15	0,99

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003
Actif					
Encaisse	20 788 \$	22 266 \$	19 762 \$	19 860 \$	19 664 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	15 633	18 385	18 730	19 660	20 051
Titres de négociation	34 977	39 004	38 730	35 119	33 945
Substituts de prêts	11	11	11	11	6
	50 621	57 400	57 471	54 790	54 002
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	55 969	54 512	53 098	52 095	50 830
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	24 568	23 623	22 411	22 103	21 948
Prêts sur cartes de crédit	3 530	3 405	3 363	2 967	2 904
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	54 673	54 176	52 314	51 889	52 981
Titres pris en pension	15 295	17 363	14 893	13 276	14 050
	154 035	153 079	146 079	142 330	142 713
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 498	5 024	5 243	5 611	6 460
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 487)	(1 667)	(1 737)	(1 785)	(1 898)
	158 046	156 436	149 585	146 156	147 275
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés	19 325	21 424	22 095	21 216	21 931
Bureaux et matériel	2 021	2 030	2 027	2 045	2 069
Écarts d'acquisition	1 589	1 415	1 343	1 334	1 388
Actifs incorporels	549	578	567	589	668
Actifs divers	9 005	11 507	12 544	10 504	10 688
	32 489	36 954	38 576	35 688	36 744
Total de l'actif	261 944 \$	273 056 \$	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	22 320 \$	23 996 \$	26 584 \$	24 755 \$	26 091 \$
Entreprises et administrations publiques	81 678	84 465	75 951	72 405	69 289
Particuliers	77 061	76 466	75 534	74 391	75 522
	181 059	184 927	178 069	171 551	170 902
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés	18 081	19 959	21 802	20 715	21 152
Acceptations	5 498	5 024	5 243	5 611	6 460
Titres vendus à découvert	10 295	10 624	9 669	8 255	8 307
Titres mis en pension	20 940	24 842	23 712	23 765	23 506
Passifs divers	9 984	11 783	11 503	11 259	12 061
	64 798	72 232	71 929	69 605	71 486
Dette subordonnée	2 462	2 488	2 460	2 856	2 907
Capitaux propres					
Capital-actions (note 6)	5 264	5 229	5 197	5 108	5 089
Surplus d'apport (note 2)	8	21	20	3	2
Gain (perte) de change non matérialisés nets	(173)	(57)	(178)	(195)	41
Bénéfices non répartis	8 526	8 216	7 897	7 566	7 258
	13 625	13 409	12 936	12 482	12 390
Total du passif et des capitaux propres	261 944 \$	273 056 \$	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	1 446 \$	1 480 \$	1 446 \$	1 517 \$
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises (note 2)	-	(8)	-	(45)
Solde à la fin de la période	1 446	1 472	1 446	1 472
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	3 783	3 543	3 662	3 459
Actions émises en vertu des régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destinés aux actionnaires	15	12	44	35
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	43	34	145	92
Actions émises en échange d'actions de filiales	1	1	2	4
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise	-	27	-	27
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(24)	-	(35)	-
Solde à la fin de la période	3 818	3 617	3 818	3 617
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	21	1	3	-
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 5)	2	1	5	2
Gain sur actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	-	-	15	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(15)	-	(15)	-
Solde à la fin de la période	8	2	8	2
Gain (perte) de change non matérialisés nets				
Solde au début de la période	(57)	97	(195)	419
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(312)	(179)	82	(1 046)
Gain (perte) sur des opérations de couverture	301	175	(93)	1 034
Impôts sur les bénéfices	(105)	(52)	33	(366)
Solde à la fin de la période	(173)	41	(173)	41
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	8 216	6 939	7 566	6 499
Revenu net	654	504	1 788	1 312
Dividendes - Actions privilégiées	(20)	(21)	(59)	(62)
- Actions ordinaires	(200)	(164)	(576)	(491)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(124)	-	(193)	-
Solde à la fin de la période	8 526	7 258	8 526	7 258
Total des capitaux propres	13 625 \$	12 390 \$	13 625 \$	12 390 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	654 \$	504 \$	1 788 \$	1 312 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Dévaluation des titres de placement	10	27	44	114
Gain net à la vente de titres de placement	(15)	(39)	(182)	(65)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	4 027	(620)	18	(11 518)
Provision pour créances irrécouvrables	(110)	90	(90)	360
Gain à la vente de prêts titrisés	(34)	(38)	(99)	(119)
Variation des instruments financiers dérivés				
Diminution des actifs dérivés	2 099	2 895	1 891	177
Diminution des passifs dérivés	(1 878)	(3 576)	(2 634)	(943)
Amortissement des bureaux et du matériel	90	92	269	285
Amortissement des actifs incorporels	27	28	79	90
Charge (économie) d'impôts futurs	58	(42)	136	(46)
Augmentation (diminution) nette des impôts sur les bénéfices exigibles	94	147	(1 004)	282
Variation des intérêts courus				
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	29	95	(19)	90
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	13	(110)	(53)	(227)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 556	(34)	831	1 182
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	6 620	(581)	975	(9 026)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(5 094)	5 467	8 074	9 064
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(329)	(328)	2 040	653
Diminution nette des titres mis en pension	(3 902)	(2 287)	(2 825)	(1 290)
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(142)	307	131	686
Remboursement de dette subordonnée	-	(250)	(400)	(752)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	58	46	189	127
Produit de la vente d'actions de trésorerie	-	-	149	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(163)	-	(243)	-
Dividendes versés	(220)	(185)	(636)	(553)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	(9 792)	2 770	6 479	7 935
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 066	(4 264)	(644)	(1 390)
Achat de titres de placement	(5 070)	(7 564)	(20 172)	(21 388)
Échéances de titres de placement	3 626	3 736	10 712	15 378
Produit de la vente de titres de placement	4 134	2 546	14 205	5 648
(Augmentation) diminution nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(3 243)	283	(9 606)	477
Produit de la titrisation de prêts	483	-	879	-
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension	2 068	3 125	(2 019)	1 614
Bureaux et matériel – achats nets	(49)	(73)	(210)	(188)
Acquisitions (note 4)	(314)	(20)	(383)	(91)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	3 701	(2 231)	(7 238)	60
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	529	(42)	216	(1 031)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 202	2 712	2 515	3 701
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 731 \$	2 670 \$	2 731 \$	2 670 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004 (non vérifié)

Note 1 Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus conjointement avec nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, tels qu'ils figurent aux pages 70 à 101 de notre Rapport annuel 2003. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes

comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Note 2 Modifications comptables

Modification des conventions comptables

Sources des PCGR

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté de nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, lesquelles fournissent des lignes directrices sur les sources à consulter lorsqu'il s'agit de choisir des conventions comptables pour des questions qui ne sont pas traitées expressément dans les normes comptables canadiennes. Pour donner suite à l'adoption de ces nouvelles règles, nous avons apporté les modifications suivantes à nos conventions comptables en date du 1^{er} novembre 2003 :

a) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Nous constatons les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu au moment du remboursement ou de la renégociation des prêts en question. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à courir moyen des prêts hypothécaires visés. En conformité avec la nouvelle règle, le solde au 1^{er} novembre 2003 des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, soit 42 millions de dollars, a été comptabilisé dans le revenu.

b) Actions de trésorerie

Les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres, et tout gain qui en découle est inclus dans le surplus d'apport. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur marchande dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation.

c) Frais de développement de logiciels

Certains frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels, soit sur une durée de trois à cinq ans. Avant le 1^{er} novembre 2003, seuls certains frais externes liés au développement interne de logiciels étaient capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels.

d) Actions privilégiées

Nous ne modifions plus le taux auquel nos actions privilégiées en dollars américains sont converties en dollars canadiens. Avant le 1^{er} novembre 2003, nous ajustions la valeur comptable de ces actions dans les capitaux propres pour tenir compte des fluctuations du taux de change.

Le tableau ci-dessous indique l'incidence de ces modifications comptables sur notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)	Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2004	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004
Augmentation (diminution) du revenu net		
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions - Prêts (voir a))	6 \$	49 \$
Revenu autre que d'intérêts - Revenus de négociation (voir b))	-	(26)
Frais autres que d'intérêt - Rémunération du personnel (voir c))	15	39
Revenu autre que d'intérêts - Revenus de change autres que de négociation (voir d))	(13)	3
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	8	65
Impôts sur les bénéfices	(3)	(22)
Revenu net	5 \$	43 \$
Résultats par action		
De base	0,02 \$	0,09 \$
Dilué	0,02	0,09

Nous poursuivons notre évaluation des répercussions des nouvelles règles comptables relatives aux sources des PCGR, principalement en ce qui a trait à notre pratique actuelle qui consiste à compenser certains effets en transit dans notre bilan consolidé.

Modification des estimations comptables

Au cours du deuxième trimestre, nous avons haussé l'estimation de notre passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle, en raison de l'augmentation des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une réduction du revenu autre que d'intérêts (au titre des frais de services de cartes) de 51 millions de dollars, une diminution des impôts sur les bénéfices de 18 millions de dollars et une réduction du revenu net de 33 millions de dollars.

Note 3 | Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit et aux garanties est comptabilisée dans les autres passifs inscrits à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Solde au début de la période	1 667 \$	1 941 \$	1 791 \$	1 949 \$
Provision pour créances irrécouvrables				
Spécifiques	(70)	90	30	360
Générale	(40)	-	(120)	-
Recouvrements	60	15	106	60
Radiations	(109)	(127)	(339)	(381)
Écarts de change et autres	(21)	(15)	19	(84)
Solde à la fin de la période	1 487 \$	1 904 \$	1 487 \$	1 904 \$
Comprend :				
Prêts	1 487 \$	1 898 \$	1 487 \$	1 898 \$
Autres instruments de crédit	-	6	-	6

Note 4 | Acquisitions**New Lenox State Bank**

Le 1^{er} juin 2004, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la New Lenox State Bank (NLSB), une banque locale à service complet de Will County (Illinois), pour une somme totale de 314 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de la NLSB ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de la NLSB permettra à la Banque d'accroître son réseau de distribution sur le marché de Will County (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur huit ans. La NLSB fait partie de notre groupe Particuliers et entreprises.

Lakeland Community Bank

Le 1^{er} mars 2004, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la Lakeland Community Bank (LCB), une banque locale à service complet de Lake County (Illinois), pour une somme totale de 49 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de la LCB ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de la LCB contribue aux efforts d'expansion future de la Banque sur le marché de Lake County (Illinois) et ses environs. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. La LCB fait partie de notre groupe Particuliers et entreprises.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	New Lenox State Bank	Lakeland Community Bank
Encaisse	111 \$	13 \$
Valeurs mobilières	393	31
Prêts	774	181
Bureaux et matériel	32	3
Écart d'acquisition	185	28
Actif incorporel (dépôts de base)	34	2
Autres actifs	48	2
Total de l'actif	1 577	260
Dépôts	1 225	209
Autres passifs	38	2
Total du passif	1 263	211
Prix d'achat	314 \$	49 \$

La répartition du prix d'achat est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 5 | Rémunération du personnel

Options d'achat d'actions

Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2004, nous avons consenti 1 644 400 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 10,63 \$ l'option et a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options consenties au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2004

Rendement prévu des actions	2,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,2 %
Taux de rendement sans risque	4,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice des options	7,1 ans

Le tableau ci-joint montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais de rémunération du personnel au cours de cette période et des périodes précédentes en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été consenties :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	2 \$	1 \$	5 \$	2 \$
Revenu net, selon les états financiers	654 \$	504 \$	1 788 \$	1 312 \$
Frais supplémentaires si nous avions comptabilisé toutes les options d'achat d'actions en cours consenties avant le 1 ^{er} novembre 2002	6	11	23	32
Revenu net pro forma	648 \$	493 \$	1 765 \$	1 280 \$
Résultats par action				
De base, selon les états financiers	1,27 \$	0,97 \$	3,45 \$	2,52 \$
De base, pro forma	1,25	0,95	3,40	2,46
Dilué, selon les états financiers	1,24	0,95	3,36	2,47
Dilué, pro forma	1,22	0,93	3,31	2,41

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Régimes à prestations déterminées	46 \$	40 \$	136 \$	117 \$
Régimes à cotisations déterminées	2	2	8	7
Régime de pension du Canada et Régime des rentes du Québec	12	10	39	37
Autres avantages sociaux futurs	16	13	46	39
Total	76 \$	65 \$	229 \$	200 \$

Note 6 | Capital-actions

Le 8 août 2003, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui sera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation. Au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2004, nous avons racheté 3 055 100 actions, à un prix moyen de 53,25 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 163 millions de dollars. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2004, nous avons racheté 4 555 100 actions, à un prix moyen de 53,38 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 243 millions de dollars.

Le 6 août 2004, nous avons présenté une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui sera en vigueur du 10 août 2004 au 6 août 2005. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de plus de nos actions ordinaires.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2004		
	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées			
Catégorie B - Série 3	16 000 000	400 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 4	8 000 000	200	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B - Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Actions ordinaires	501 024 660	1 446 3 818	-
Total du capital-actions en circulation		5 264 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	31 709 919 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, aux pages 90 et 91 de notre Rapport annuel 2003.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
s.o. - sans objet

Le 24 août 2004, nous avons annoncé que nous rachèterons nos actions privilégiées de catégorie B, série 3, au prix de 25,50 \$ l'action, plus tout dividende déclaré et non versé, le 30 septembre 2004. L'excédent du prix de rachat sur la valeur comptable, soit environ 8 millions de dollars, sera imputé aux bénéfices non répartis.

Note 6 | Capital-actions (suite)**Modification future de la convention comptable**

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons de nouvelles règles comptables concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif certains instruments financiers qui sont potentiellement convertibles en actions ordinaires au gré du détenteur. Le 1^{er} novembre 2004, nous allons donc reclasser nos actions privilégiées de catégorie B, séries 4 et 6, dans le passif, plutôt que dans le capital-actions. Par conséquent, les dividendes afférents à ces actions seront comptabilisés au titre des frais d'intérêts. En tenant compte du rachat de nos actions privilégiées de catégorie B, série 3, nous prévoyons que l'adoption de ces nouvelles règles entraînera une augmentation de nos frais d'intérêts d'environ 20 millions de dollars et une diminution de notre revenu net d'environ 20 millions de dollars au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2005. L'incidence est la même sur les frais d'intérêts et sur le revenu net, étant donné que les dividendes sur actions privilégiées ne sont pas déductibles à des fins

fiscales. Cette modification n'aura aucune incidence sur nos résultats par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires, puisque nous déduisons déjà les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

En vertu de ces nouvelles règles comptables, nous reclasserons également dans le passif 1 150 millions de dollars provenant de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, et la part connexe constatée dans l'état consolidé des résultats sera comptabilisée au titre des frais d'intérêts. Par conséquent, les frais d'intérêts augmenteront d'environ 75 millions de dollars, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales diminuera d'environ 45 millions de dollars et les impôts sur les bénéfices diminueront d'environ 30 millions de dollars au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2005. Cette modification n'aura aucune incidence sur le revenu net.

Lorsque nous adopterons ces nouvelles règles, nous retraiterons nos états financiers consolidés afin de tenir compte de cette modification dans les périodes antérieures.

Note 7 | Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eu l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf les résultats par action)	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Revenu net – selon les PCGR du Canada	654 \$	504 \$	1 788 \$	1 312 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	55	17	(88)	(30)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	709 \$	521 \$	1 700 \$	1 282 \$
Résultats par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,27 \$	0,97 \$	3,45 \$	2,52 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,37	1,00	3,27	2,46
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,24	0,95	3,36	2,47
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,33	0,98	3,18	2,41

Modification de la convention comptable

Le 31 janvier 2004, nous avons adopté une nouvelle norme comptable découlant des PCGR des États-Unis sur la comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En vertu de cette nouvelle

norme, nous devons consolider ces EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Ce changement de convention comptable le 31 janvier 2004 a accru notre actif total et notre passif total, respectivement de 22 043 millions de dollars et 22 154 millions de dollars, tandis que le rajustement unique relatif à la transition réduisait notre revenu net, notre résultat de base par action et notre résultat dilué par action, respectivement de 111 millions de dollars, 0,23 \$ et 0,22 \$, aux fins de la présentation selon les PCGR des États-Unis. L'adoption de cette nouvelle norme, aux fins de la présentation selon les PCGR des États-Unis, a eu comme incidence totale d'accroître le revenu net de 85 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2004 (et de le réduire de 30 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2004). Le rajustement unique relatif à la transition et les incidences subséquentes sur le revenu net découlent principalement de la comptabilisation à la valeur marchande des instruments dérivés détenus par les EDDV. Même si ces instruments dérivés sont efficaces comme couvertures économiques, ils ne répondent pas aux conditions précises de la comptabilité de couverture et sont comptabilisés à la valeur marchande.

Note 8 | Segmentation opérationnelle et géographique**Revenu, revenu net et actif moyen par groupe d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Particuliers et entreprises a)		Gestion privée b)		Services d'investissement c)		Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions d)		Total consolidé	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Pour les trois mois terminés le										
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts e)										
Canada	1 025 \$	994 \$	301 \$	294 \$	337 \$	318 \$	(12)\$	(5)\$	1 651 \$	1 601 \$
États-Unis	222	203	142	142	354	300	(29)	19	689	664
Autres pays	25	18	3	2	34	46	21	3	83	69
Total	1 272 \$	1 215 \$	446 \$	438 \$	725 \$	664 \$	(20)\$	17 \$	2 423 \$	2 334 \$
Revenu net										
Canada	224 \$	207 \$	61 \$	43 \$	102 \$	90 \$	23 \$	24 \$	410 \$	364 \$
États-Unis	28	24	(3)	(6)	119	68	48	6	192	92
Autres pays	20	15	1	2	15	30	16	1	52	48
Total	272 \$	246 \$	59 \$	39 \$	236 \$	188 \$	87 \$	31 \$	654 \$	504 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)										
Canada	101,8 \$	94,4 \$	1,7 \$	1,5 \$	76,7 \$	78,6 \$	(3,5)\$	(4,3)\$	176,7 \$	170,2 \$
États-Unis	18,8	15,8	3,8	3,5	38,5	48,8	7,6	8,1	68,7	76,2
Autres pays	0,4	0,3	0,0	0,0	24,5	21,8	0,1	0,1	25,0	22,2
Total	121,0 \$	110,5 \$	5,5 \$	5,0 \$	139,7 \$	149,2 \$	4,2 \$	3,9 \$	270,4 \$	268,6 \$

Revenu, revenu net et actif moyen par groupe d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Particuliers et entreprises a)		Gestion privée b)		Services d'investissement c)		Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions d)		Total consolidé	
	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003	31 juillet 2004	31 juillet 2003
Pour les neuf mois terminés le										
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts e)										
Canada	2 932 \$	2 909 \$	963 \$	847 \$	1 072 \$	878 \$	11 \$	(66)\$	4 978 \$	4 568 \$
États-Unis	640	612	435	430	1 027	987	(35)	68	2 067	2 097
Autres pays	69	59	8	7	115	124	63	5	255	195
Total	3 641 \$	3 580 \$	1 406 \$	1 284 \$	2 214 \$	1 989 \$	39 \$	7 \$	7 300 \$	6 860 \$
Revenu net										
Canada	591 \$	569 \$	176 \$	130 \$	314 \$	245 \$	158 \$	(8)\$	1 239 \$	936 \$
États-Unis	82	67	(4)	(35)	292	219	2	23	372	274
Autres pays	55	48	5	5	53	70	64	(21)	177	102
Total	728 \$	684 \$	177 \$	100 \$	659 \$	534 \$	224 \$	(6)\$	1 788 \$	1 312 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)										
Canada	99,7 \$	92,5 \$	1,6 \$	1,5 \$	79,2 \$	76,3 \$	(3,6)\$	(4,2)\$	176,9 \$	166,1 \$
États-Unis	17,4	16,0	3,7	3,8	41,7	49,9	7,5	8,6	70,3	78,3
Autres pays	0,5	0,3	0,0	0,0	23,9	18,5	0,1	0,1	24,5	18,9
Total	117,6 \$	108,8 \$	5,3 \$	5,3 \$	144,8 \$	144,7 \$	4,0 \$	4,5 \$	271,7 \$	263,3 \$
Écarts d'acquisition (au)	626 \$	419 \$	866 \$	890 \$	94 \$	76 \$	3 \$	3 \$	1 589 \$	1 388 \$

- a) Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) du Canada offre une gamme complète de produits et services financiers par l'intermédiaire de circuits de services bancaires en direct, comme ses succursales, ses services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne du site bmo.com et son réseau de guichets automatiques. Le groupe PE comprend également les Services bancaires Harris région de Chicago, qui répondent aux besoins des particuliers et des petites et moyennes entreprises, en leur proposant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise d'un réseau de banques locales qui misent sur leur connaissance des collectivités et leur engagement auprès d'elles.
- b) Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous les services de gestion de patrimoine de la Banque. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.
- c) Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous les secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de trésorerie, de gestion de fonds, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.
- d) Le groupe Services d'entreprise comprend diverses unités internes qui offrent à la Banque une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation du groupe comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif

de la Banque. Le groupe Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion, de soutien et d'administration en matière de technologie de l'information, de traitement, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et harmonise les normes d'infrastructure et de service communes afin de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience de l'exploitation. Les données du groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions, comprennent les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

- e) Sur une base d'imposition comparable, qui représente un rajustement du revenu d'intérêts ayant pour effet de porter le revenu exonéré d'impôt gagné sur les actions ordinaires et privilégiées à un montant qui, s'il avait été imposé au taux réglementaire, serait équivalent au revenu net après impôts figurant dans les états financiers. Ceci permet de mieux refléter le rendement économique avant impôts de ces actifs, tout en favorisant la mesure uniforme et la comparaison du revenu net d'intérêts. Ce rajustement s'applique à tout revenu exonéré d'impôt tiré d'actions privilégiées et ordinaires. Pour l'ensemble de la Banque, le rajustement sur une base d'imposition comparable s'établit à 32 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 juillet 2004 et à 109 millions pour les neuf mois terminés à cette même date. Pour les périodes correspondantes de 2003, le rajustement sur une base d'imposition comparable s'établit respectivement à 27 millions de dollars et 110 millions de dollars.

Mode de présentation des résultats d'exploitation :

Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'un groupe disposant d'un surplus à un groupe affichant un déficit s'effectue aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés.

En règle générale, les provisions pour créances irrécouvrables (PCI) établies à l'égard des groupes clients sont fonction des pertes prévues au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués au groupe Services d'entreprise.

La répartition par région géographique est faite selon la région géographique du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents, sauf pour la PCI consolidée, qui est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes précédentes sont retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de la période.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen des actions

Mai 2004	52,19 \$
Juin 2004	53,62 \$
Juillet 2004	54,93 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis)
Téléphone : (514) 982-7800 (international)
Télécopieur : 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis)
Télécopieur : (416) 263-9394 (international)
Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser aux :

Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
21st Floor
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : (416) 867-6785
Télécopieur : (416) 867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser aux :

Relations avec les investisseurs
18th Floor
P.O. Box 1
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com.

Le 6 août 2004, la Banque de Montréal a annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté l'avis par lequel elle lui a signalé son intention de procéder à une offre publique de rachat de ses actions ordinaires aux fins d'annulation dans le cours normal de ses activités. Cette offre prévoit que la Banque peut, à sa discrétion, racheter jusqu'à 15 millions de ses actions ordinaires, soit environ 3,0 % des actions en circulation. L'offre prend fin le 6 août 2005. Pour obtenir sans frais une copie de l'avis, veuillez communiquer avec les Relations avec les actionnaires, dont les coordonnées figurant ci-dessus.